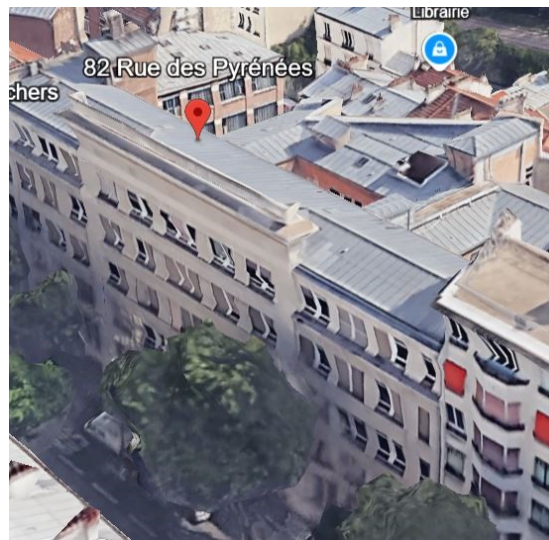


PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

RENFORCEMENT SURETE DU SIEGE SNIA (82-84, rue des Pyrénées 75020 Paris)

Catégorie opération 2



82 rue des Pyrénées
75020 Paris

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	14/01/2025	Plan Général de coordination
2	03/09/2025	Mise à jour du 03/09/2025 - Ajout Rapport Amiante. - Ajout Diag Plomb. - Suppression du programme de travaux du système de filtrage dans le sas d'entrée.

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	11
2.5 PLOMB	11
2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	12
2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	13
2.8 DIVERS.....	14
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	15
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	15
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	15
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	16
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	17
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	18
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	19
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	19
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	20
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	21
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	22

3.5.1 Présence d'amiante	22
3.5.2 Présence de plomb	22
3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	22
3.5.4 Travaux divers	23
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	24
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	25
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER.....	26
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	27
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	28
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	30
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	33
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	33
5.2 CANTONNEMENTS.....	33
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	34
5.3.1 Mise en place bungalows	35
5.3.2 Cantonnement à étages.	35
5.3.3 Installation électrique.....	35
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	36
6.1 ORGANISATION.....	36
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	37
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	37
6.2.2 Interdiction de fumer	37
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	38
7.1 PPSPS	38
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	38
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	38
8 Annexes	39
RAPPORT AMIANTE.....	39
DIAG PLOMB	39
Panneau : En cas d'accident.....	39

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

RENFORCEMENT SURETE DU SIEGE SNIA (82-84, rue des Pyrénées 75020 Paris)

82 rue des Pyrénées
75020 Paris



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Travaux de renforcement sureté du siège.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

R+4

Nature de la couverture / toiture

Toiture en Zinc.

Nature des façades

Voile BA

Autres

Le marché concerne le renforcement de la sûreté du siège du SNIA, ce qui comprend :

- Installation d'une nouvelle centrale de contrôle d'accès, évolutive, pour permettre dans une phase ultérieure le contrôle d'accès dans différentes zones du site, fonction des occupations futures ;
- Remplacement du vidéo-portier par un nouveau équipé d'une caméra grand angle, HD, couleur. Installation conforme aux règles de la CNIL concernant la vidéosurveillance dans les lieux publics ;
- Remplacement de la double porte battante à l'intérieur du bâtiment par un équipement mécaniquement renforcé résistant à une attaque par armes à feu (norme BR4) ;
- L'installation devra être conforme à la sécurité incendie ;
- Le percement d'un mur de l'entrée du siège ;
- Création d'un guichet d'accueil entre le bureau R08 et le sas d'entrée, via une vitre blindée et un passe document (format A4 maximum) ;
- La mise en place d'une entrée contrôlée par vidéo-portier et décalée au portail du 84 rue des Pyrénées, dans une première phase, pour permettre la mise en travaux de l'entrée principale. Cette entrée est un premier aménagement destiné à rendre le bâtiment accessible aux PMR dans une phase de travaux ultérieure.

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	DIRECTION GENERALE DE L AVIATION CI RUE HENRY FARMAN 75720 PARIS CEDEX 15	
CSPS	QUALICONSULT SECURITE 24 rue des Petites Ecuries Immeuble "Le JADE" 75010 PARIS	TEL : 0607224080
Inspection du travail	INSPECTION DE TRAVAIL PARIS 10 Secteur Centre Est 210 QUAI DE JEMMAPES 75010 Paris	
CRAM	-CRAMIF (Paris) 17-19 Av. de Flandre, 75019 PARIS	TEL : 01 44 65 18 80
OPPBTP	OPPBTP Agence Ile de France 1, rue Heyrault 92660 BOULOGNE BILLANCOURT Cedex	TEL : 01 70 95 56 99
Autres	Aviation civile 82 rue des Pyrénées 75020 PARIS	TEL : 06.14.75.84.91

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 03/11/2025 pour une durée de 4 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 25.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Entreprise générale

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

Avant le début des travaux l'entreprise Electricité CVC et climatisation devront intervenir pour réaliser la consignation des réseaux relatifs à leur lot. Un PV de consignation devra être transmis à l'issue de ces tâches aux MO, contractant général et CSPS.

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Sans objet.

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalizations.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établi par l'entreprise, auprès des concessionnaires. Sont concernés les lots:

- **DESAMIANTAGE / DEPLOMBAGE (en cas de découverte de l'amiante / plomb)**
- **ENTREPRISE GENERALE (Contractant général)**

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux.

Une mesure de consignation, de protection du réseau ou encore de son dévoiement pourra notamment être envisagée en réponse au niveau de risque encouru par les travailleurs.

En façade, le réseau privé sera sous consignation à l'armoire générale des lieux et attestée par PV de l'entreprise en charge des travaux d'électricité.

2.4 AMIANTE

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti

- Date du rapport : 08/03/2024
- Date de visite : 29/02/2024
- Référence du dossier : 2402CIDVI-2402153-1
- Référence du rapport : CIDVI/24/020
- Nombre de prélèvements : 7

Etabli par :

SOCOTEC Diagnostic Villepinte

22 Avenue des Nations

93420 VILLEPINTE

Tél. : 01 45 18 21 43

Email : socotecdiagnostic.idf@socotec.com

Conclusion :

- Voir rapport en annexe

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
 - Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
- Localisation :
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Important: Pour l'ensemble des intervenants, arrêt des travaux en cas de découverte de matériau(x) suspect(s) non répertoriés.

2.5 PLOMB

Rapport de mission de repérage du plomb avant travaux dans un immeuble bâti

- Date du rapport : 01/03/2024
- Date de visite : 29/02/2024
- Version initiale : 01/03/2024
- Référence du dossier : 2402CIDVI-2402153-2
- Référence du rapport : CIDVI/24/019

Etabli par :

SOCOTEC Diagnostic Villepinte

22 Avenue des Nations

93420 VILLEPINTE

Tél. : 01 45 18 21 43

Email : socotecdiagnostic.idf@socotec.com

Conclusion :

- Voir rapport en annexe

Lots concernés

Important: Pour l'ensemble des intervenants, arrêt des travaux en cas de découverte de matériau(x) suspect(s) non répertoriés.

2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Le plan d'installation de chantier définitif sera établi en phase préparation par le titulaire du lot gros œuvre. Il devra obligatoirement intégrer les dispositions décrites dans les paragraphes qui suivent et préciser :

- L'accès au chantier à partir de la voie publique des véhicules et des piétons Le cheminement du personnel des cantonnements jusqu'au chantier
- Le cheminement des véhicules prévu
- Les zones de stockage
- L'emprise des bennes de tri des déchets
- Le positionnement des grues, ascenseurs de chantier, élévateurs...

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Le PIC est à transmettre au MO, MOE, OPC et CSPS	Voir plan d'installation de chantier	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Clôture	Mise en place d'une clôture de chantier délimitant l'emprise des travaux. Prévoir un dispositif anti-intrusion.	Voir plan d'installation de chantier	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Homme trafic	1 à plusieurs hommes trafics pour sécuriser les livraisons, les approvisionnement et l'évacuation des déchets.	Voir plan d'installation de chantier	Chaque lot pour ses propres livraisons	Chaque lot pour ses propres livraisons

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	Panneaux de signalisation réglementaires (traversée de piéton, limitation de vitesse,...).	Voir plan d'installation de chantier	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Divers	Panneau de chantier PC et liste des intervenants Panneaux réglementaires sur les interdictions et obligations sur un chantier Signalisation intérieure du chantier (orientation, évacuation, point de rassemblement)	Voir plan d'installation de chantier	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.

Disposition en cas de litige ou de défaillance

- Le maître d'œuvre se réserve le droit, de faire exécuter les obligations de l'entrepreneur par tous moyens à sa convenance et ce, aux risques et périls de ce dernier.

2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

L'adresse du chantier se trouve au **82 rue des Pyrénées 75020 Paris**.

- Un accès chantier unique devra être clairement identifié.
- Chaque entreprise tiendra constamment à jour sur le site, une liste de son personnel intervenant, y compris les sous-traitants.
- Les ouvriers de chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitants agréées par le Maître d'ouvrage, doivent porter sur leur tenue de travail, bien en évidence, le nom de l'entreprise (logo sur le casque ou sur la tenue de travail ou à défaut un badge lisible).
- Chaque salarié doit avoir sur lui la carte professionnelle du BTP
- Liste de personnel à fournir au maître d'ouvrage.
- Ne pourront pénétrer sur le chantier que les personnes autorisées :
 - les représentants de la Maîtrise d'Ouvrage
 - les représentants de l'équipe de Maîtrise d'œuvre
 - le contrôleur technique
 - le coordonnateur SPS
 - les salariés des entrepreneurs titulaires et de leurs sous-traitants dûment agréés, à jour de la procédure d'inspection commune et ayant remis leur PPSPS. Chacun de ces intervenants devra être identifié clairement par un badge d'entreprise ou par un macaron nominatif aux couleurs de l'entreprise collé sur le casque.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Un accès chantier unique clairement identifié à préciser sur le plan d'installation chantier. 82 rue des Pyrénées 75020 Paris.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Gardiennage	A définir avec MOA.		
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Obligation à chaque salarié doit avoir sur lui sa carte professionnelle du BTP	toutes les entreprises	toutes les entreprises
Badge	Il est recommandé au MOA, MOE et OPC de mettre en place un dispositif de contrôle d'accès au chantier (homme gardien, tourniquet avec badgeuse, boîte à clef ...)		
Liste du personnel	Chaque entreprise tiendra constamment à jour sur le site, une liste de son personnel intervenant, y compris les sous-traitants.	toutes les entreprises	toutes les entreprises

Disposition en cas de litige ou défaillance

- Le maître d'œuvre se réserve le droit, de faire exécuter les obligations de l'entrepreneur par tous moyens à sa convenance et ce, aux risques et périls de ce dernier.

2.8 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Sans objet.

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Disposition générale :

- Les circulations menant à la base vie et à la zone de travaux seront nettoyées et maintenues praticables en tout temps (pluie, gel...)
- Les cheminements piétons seront séparées des voies de circulation des véhicules.
- Les cheminements intérieurs seront dégagés, sécurisés, éclairés et autorisés.
- Interdiction d'accéder aux zones non concernées par les travaux et non autorisées.

L'ensemble de ces dispositions doivent être mentionnées sur le plan d'installation de chantier

Dispositions liées à la situation exceptionnelle du risque sanitaire et de pandémie COVID-19 de chaque entreprise : Mise en place et respect de toutes les mesures suivantes par le référent COVID-19 :- Interdire la présence de personne à risque aggravé du fait de leur santé (selon les critères définis par la Sécurité Sociale).- Transport en véhicule partagé pour venir au chantier : Veiller à assurer la distance minimale d'un mètre entre les personnes : une personne par rang maximum, et en quinconce si plusieurs rangs.- Dans le cas d'une utilisation partagée de véhicule et pour les engins, prévoir la désinfection des surfaces de contact entre utilisateurs (volant, boutons de commande, poignée de changement de vitesse...) et la mise à disposition de lingettes désinfectantes et de gel ou de solution hydroalcoolique. Désactiver le recyclage d'air et privilégier l'ouverture des fenêtres pour assurer une aération continue.- Privilégier les modes de transport individuels. Recourir le cas échéant au véhicule personnel (indemnité de transport et assurance à vérifier).- En cas d'utilisation des transports en commun : respect de la distance minimale d'un mètre, port du masque obligatoire et lavage des mains obligatoire à l'arrivée au chantier.- Fourniture de désinfectants sur site.- Essayer de maintenir les mêmes équipes chargées des livraisons afin de créer une cohésion solidaire et respectueuse les uns envers les autres pendant cette crise.- Organisation des postes de travail pour limiter au maximum les tâches simultanées de proximité et de longue durée, y compris pour les phases de livraisons.- Eviter/Limiter les échanges et prêt d'outils de travail et/ou désinfecter ces derniers régulièrement ou à chaque changement de main.- Affichage de brochures sur les règles d'hygiène à respecter.- Il conviendra que les livreurs et les chauffeurs restent cantonnés dans leur cabine. En cas de réelle nécessité les distances de sécurité devront être respectées.**Rappel :- Une bonne hygiène contribue à prévenir la transmission du coronavirus sur le chantier.- les entreprises intervenantes sur site de bien doivent veiller à ce que ces dispositions soient mises en place et respectées.- Les sous-traitants et prestataires sont soumis aux mêmes dispositions.**

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
-------------	--------	--------------	-----------------------------------	---------------------------

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Aire de livraison	Zone de stationnement lors des déchargements	Voir plan d'installation de chantier	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Quai de déchargement	Zone de stationnement lors des déchargements Adapter les véhicules aux surfaces de livraisons	Voir plan d'installation de chantier	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Aire de stationnement	Emplacement de stationnement des véhicules chantier	Voir plan d'installation de chantier	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Signalisation	Panneaux de signalisation routiers réglementaires	Voir plan d'installation de chantier	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Homme de manœuvre	Toute manœuvre d'engin de la voie publique au chantier devra obligatoirement être réalisée sous la direction d'un chef de manœuvre Il devra s'assurer que la zone est libre de tout obstacle et veiller à la mise en sécurité des usagers de la voie publique	Voir plan d'installation de chantier	TCE.	Chaque lot pour ses propres livraisons et engins
Avertisseur de manœuvre	Bip de recul, ...		Chaque lot pour ses propres engins	Chaque lot pour ses propres engins

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
-------------	--------	--------------	-----------------------------------	---------------------------

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement	À définir avec la MOA/MOE si la base vie se trouve à l'intérieur des locaux du bâtiment. L'ensemble sera bien fermé par un cadenas ou équivalent en dehors des heures d'ouverture du chantier	Voir plan d'installation de chantier	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Cheminement cantonnement/chantier	Doivent-être stabilisés, balisés, signalés, éclairés, dégagés et protégés(si nécessaire) contre les risques de chute d'objets	Voir plan d'installation de chantier	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Protection accès chantier	Tunnel de protection au droit des accès au bâtiment.	Voir plan d'installation de chantier	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Cheminement sur chantier	Doivent-être stabilisés, balisés, signalés, éclairés, dégagés de tout encombrant	Voir plan d'installation de chantier	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Eclairage	Tous les accès et toutes les circulation doivent être éclairés	Voir plan d'installation de chantier	Lot Electricité CFO – CFA	Lot Electricité CFO – CFA
Signalisation	Panneaux ou affiches pour orienter et faciliter la circulation sur le chantier Balisage des issues de secours Indiquer les zones interdites d'accès	Voir plan d'installation de chantier	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Disposition générale :

- En application de la réglementation, les entreprises devront prendre les mesures d'organisation appropriées et mettre les moyens adaptés (équipement mécaniques) de manière à éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les salariés.

Introduction et installation d'un appareil de levage :

- L'utilisation d'un dispositif ou d'un engin de levage devra être abordée au cours de la visite d'inspection commune et les moyens et modes opératoires de manutention détaillés dans le PPSPS de chaque entreprise.

Autorisation de conduite :

- La conduite des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des intervenants ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.
- Chaque conducteur doit être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur

Approvisionnement :

- Les matériels et matériaux seront dans la mesure du possible distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements

Besoins en surface magasins / stockage :

- Les entreprises ont la possibilité d'aménager des aires de stockage et des magasins sur les surfaces prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.
- Elles formuleront leur besoin lors de la préparation de chantier

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Grue automotrice	Plan d'installation spécifique à soumettre au chantier avant mise en place (en cas de besoin)			
Monte matériaux	Voir plan d'installation de chantier	A définir par le MOE	Tous les lots	
Camion auto-déchargeable	Aire de livraison Voir plan d'installation de chantier	Tous les lots	Tous les lots	
Chariot élévateur	Les zones doivent être stabilisées et balisées	Tous les lots	Tous les lots	
Transpalette/chariot	Circulations stabilisées, éclairées et dégagées de tout encombrant	Tous les lots	Tous les lots	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Sans objet.

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin (en cas d'utilisation).

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Il est recommandé d'établir une convention de prêt afin de formaliser les responsabilités de chacun.

Il appartient à l'emprunteur, tenu à une obligation de sécurité à l'égard de ses salariés, de s'assurer :

- que le matériel est conforme et adapté à l'usage auquel il le destine ;
- qu'il pourra être utilisé en toute sécurité par son personnel. Il est responsable du choix du matériel, de son installation, de l'information et de la formation du personnel amené à utiliser ce matériel.

Cette convention permet de fixer les obligations et les responsabilités entre les deux entreprises.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS les moyens utilisés ainsi que la méthodologie prévue, en privilégiant les moyens de manutention mécanique.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Toutes les entreprises

Lot chargé de l'entretien

Toutes les entreprises

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Déchets d'amiante / plomb.	Doivent être dans des conditions permettant d'éviter l'en- vol de fibres.			(emballage, étiquetage) et le transport de déchets d'amiante libre est soumis aux dispositions du règlement ADR sur le transport des marchandises. Respecter les normes en vigueur par rapport aux déchets amiante et plomb.
Matériaux et matériel nécessaires pour la réalisation des travaux	Stocker sur des plateformes stabilisées et drainées.	Voir plan d'installation de chantier	Tous les lots	Tous les lots
Produits toxiques	Respecter les Fiche de Données de Sécurité FDS			Respecter les normes en vigueur pour la sécurisation.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Silice et poussières.	Respecter les normes en vigueur pour la sécurisation.	Voir PIC.		Respecter les normes en vigueur pour la sécurisation.

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Dispositions liées à la situation exceptionnelle du risque sanitaire et de pandémie COVID-19 : Mise en place et respect de toutes les mesures suivantes par le référent COVID-19 :- Interdire la présence de personne à risque aggravé du fait de leur santé (selon les critères définis par la Sécurité Sociale).- Fourniture de désinfectants sur site.- Eviter/Limiter les échanges et prêt d'outils de travail et/ou désinfecter ces derniers régulièrement ou à chaque changement de main.- Affichage de brochures sur les règles d'hygiène à respecter.- Nettoyage renforcé de la base vie et désinfection quotidienne des surfaces (poignées de portes, tables, dossiers de chaises, porte frigo micro-ondes etc...)

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Tous les postes de travail	Autant que nécessaire pendant les travaux A la fin de chaque journée	Tous les lots	Tous les lots
Bennes avec tri	Voir plan d'installation de chantier	Autant que nécessaire pendant les travaux	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'œuvre se réserve le droit, de faire exécuter les obligations de l'entrepreneur par tous moyens à sa convenance et ce, aux risques et périls de ce dernier.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

DESAMIANPAGEENTREPRISE GENERALE

Important: Pour l'ensemble des intervenants, arrêt des travaux en cas de découverte de matériau(x) suspect(s) non répertoriés.

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Présence de plomb

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.5.

Lots concernés

DESAMIANPAGEENTREPRISE GENERALE

Important: Pour l'ensemble des intervenants, arrêt des travaux en cas de découverte de matériau(x) suspect(s) non répertoriés.

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d'un suivi médical. Il est recommandé d'employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLILIERE ELIMINATION
Selon les fiches FDS des matériaux et matériels	Tous les lots	Élimination à l'avancement du retrait des zones polluées	Chaque lot est responsable de ses déchets chimiques,...	Filière adaptée

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLILIERE ELIMINATION
Silice Poussières			Chaque lot est responsable de ses déchets	Filière adaptée

3.5.4 Travaux divers

Sans objet.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Tous les lots : Respecter les réglementations en vigueur.		- Permis de feu pour le travail par point chaud	- Une durée de surveillance minimale de 120 minutes après la fin du Travail par Point Chaud serait requise.
Application de produit toxique	Tous les lots: Respecter les fiches FDS	A bien identifier	a définir	Dans les décharges appropriées

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Bruit	<p>Tous les lots :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respect du niveau admissible - Prévoir des emplacement de stockage,... stratégique pour optimiser les déplacements avec engins, camions,... - Limiter le nombre de camions de livraisons - Mettre en place un planning de livraison - Utiliser des dispositifs radio pour éviter de crier - Eviter de klaxonner inutilement. - Organiser les stockages et travaux afin d'éviter par exemple les chutes de matériels - La mise en place, à des endroits appropriés, de palissades d'une hauteur étudiée, présentant une qualité d'isolement acoustique afin d'atténuer les niveaux sonores émis. - Veiller à favoriser au maximum l'utilisation d'engins et matériels les moins bruyants possible - Adaptation de la puissance de l'engin et sa dimension aux tâches à accomplir - Limiter les découpes de matériaux sur le chantier 	TCE		

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

- Aucun écart ne sera toléré concernant la mise en place et entretien des protections collectives

- Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Respecter les principes généraux de prévention. (L.4121-2 du Code du travail)

Disposition générales :

Privilégier les protections collectives aux protections individuelles

L'entreprise devra, conformément à la législation en vigueur, mettre en place et assurer le maintien de toutes protections collectives ou individuelles nécessaires à la réalisation de ses travaux.

La réglementation impose aux chefs d'entreprises de mettre à la disposition des salariés des équipements de protection et des matériels appropriés aux travaux à effectuer et aux risques auxquels les travailleurs et occupants sont exposés.

Avant toute intervention sur un poste de travail, l'entreprise, s'assurera de la présence de protections collectives réglementaires.

Pour toutes zones dépourvues de protections collectives définitives, l'entreprise, se chargera de la mise en place de gardes-corps provisoire ou mettra en place un échafaudage type MDS (montage et démontage en sécurité).

Les protections doivent répondre aux exigences des réglementations en vigueur.

Nature des protections collectives :

Les protections seront préférentiellement adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Les protections collectives ne doivent pas être déposées ou modifiées. Si une protection collective en place ne permet pas à une entreprise de réaliser une tâche, elle doit :

- Informer préalablement la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS
- Justifier du caractère impérieux du retrait de la protection
- Proposer une protection d'un niveau équivalent le temps de l'intervention
- Indiquer les mesures temporaires à prendre par son personnel et celui des autres entreprises
- Remettre en place la protection initiale après exécution de la tâche

L'ensemble des protections collectives mises en place devront être conforme à la réglementation et normalisées, les installations de protections collectives ont pour fonction de protéger d'un danger particulier les intervenants.

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Chaque entreprise utilisatrice s'assurera que l'échafaudage répond à ses propres besoins et formalisera la réception de l'ouvrage sous la forme d'un PV de réception.

Chaque entreprise utilisatrice s'engagera à vérifier quotidiennement que l'ouvrage n'a pas subi de dégradations et à ne pas le modifier.

Nous insistons sur le fait qu'il faut privilégier la mise en place d'équipements collectifs afin de répondre aux Principes Généraux de Prévention.

Avant le montage d'un moyen de levage en commun, une réunion de coordination « Approvisionnement » devra être organisée avec l'ensemble des entreprises utilisatrices, le MOE et le CSPS. Chaque lots exprimera ses besoins

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	Voir plan d'installation de chantier (en cas d'utilisation).	Suivant planning	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	TCE.
Echafaudage intérieur	Toutes zones.	Suivant planning	Lots concernés	Lots concernés	Lots concernés

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'œuvre se réserve le droit, de faire exécuter les obligations de l'entrepreneur par tous moyens à sa convenance et ce, aux risques et périls de ce dernier.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Voir plan d'installation de chantier	A réaliser avant le démarrage des travauxVérification électrique à réaliser avant mise en service	Désamiantage / Déplombage – Electricité – Entreprise générale .	Désamiantage / Déplombage – Electricité – Entreprise générale .
Armoire générale	Voir plan d'installation de chantier	A réaliser avant le démarrage des travauxVérification électrique à réaliser avant mise en service	Désamiantage / Déplombage – Electricité – Entreprise générale .	Désamiantage / Déplombage – Electricité – Entreprise générale .
Eclairage circulation verticale	Escaliers	Suivant planningVérification électrique à réaliser avant mise en service	Désamiantage / Déplombage – Electricité – Entreprise générale .	Désamiantage / Déplombage – Electricité – Entreprise générale .
Eclairage circulation horizontale	Circulations	Suivant planningVérification électrique à réaliser avant mise en service	Désamiantage / Déplombage – Electricité – Entreprise générale .	Désamiantage / Déplombage – Electricité – Entreprise générale .

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Eclairage de secours	Circulations et escaliers	Suivant planning Vérification électrique à réaliser avant mise en service	Désamiantage / Déplombage – Electricité – Entreprise générale .	Désamiantage / Déplombage – Electricité – Entreprise générale .
Eclairage poste de travail			Chaque lot éclaire son poste de travail	Chaque lot pour son propre matériel d'éclairage

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives)

Disposition générale

Travaux superposés :

- Les travaux seront organisés de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches. La zone située à l'aplomb des postes de travail en élévation (échafaudage, PEMP...) sera interdite d'accès par la mise en place d'un balisage physique large.

Accessibilité et stabilité :

- Afin de permettre l'utilisation d'un échafaudage ou l'utilisation d'une plateforme mobile d'élévation de personnel pour l'exécution des travaux de façade, l'entrepreneur du lot VRD devra assurer préalablement le nivellement et le compactage des abords des façades sur toute la périphérie du bâtiment

Lots concernés :

- Tous les corps d'état

Localisation :

- Selon le phasage des travaux

Mesures prises :

- A mentionner dans chaque PPSPS, méthodologie ou phasage. Le PPSPS doit contenir les mesures de prévention liées aux travaux en site occupé.
- En absence de moyens efficaces, les travaux seront réalisés en horaires décalés.
- Isolation de certaines zones (travaux bruyants, nocif, utilisation de substances toxiques)

Mesures de préventions liées à la situation exceptionnelle du risque sanitaire COVID-19 : Gestion

exceptionnelle de la coactivité. Suite à la demande de maintien ou reprise de l'activité pour le secteur du BTP de la part du gouvernement, et suivant le guide des bonnes pratiques de l'OPPBTP spécifiques, liées à la pandémie de COVID-19. Tout doit être mis en œuvre pour permettre de respecter les gestes barrières et la distanciation sociale. Mise en place et respect de toutes les mesures suivantes par le référent COVID-19 :- Interdire la présence de personne à risque aggravé du fait de leur santé (selon les critères définis par la Sécurité Sociale). - Limiter le nombre de personnes pour réduire les risques de rencontre et de contact. - Essayer de maintenir les mêmes équipes afin de créer une cohésion d'équipe solidaire et respectueuse les uns envers les autres pendant cette crise. - Organisation des postes de travail pour limiter au maximum les tâches simultanées de proximité et de longue durée. - Attribuer les outillages de façon individuelle, sauf en cas de port systématique de gants de travail. Limiter le prêt de matériel entre compagnons. Désinfecter le matériel entre deux compagnons, le cas échéant. - Mettre en place un plan de circulation permettant de respecter la distance d'un mètre entre les personnes, notamment lors des croisements. Privilégier les circulations circulaires. - Organiser la réception des matériaux et matériels de façon à éviter tout contact

physique.- Présenter l'organisation exceptionnelle des travaux avant chaque prise de poste et chaque demi-journée.- Avant chaque début de tâche, vérifier que les modes opératoires permettent de respecter la distance d'au moins un mètre. En cas d'impossibilité, faire porter des lunettes et des masques de type à usage non sanitaire de catégorie 1 (filtration supérieure ou égale à 90% - « masques individuels à usage des professionnels en contact avec le public » selon la note DGS/ DGE/DGT du 29 mars 2020), de type FFP1, de type chirurgical. (possibilité d'utiliser des masques de protection supérieure y compris ceux de type à cartouche ou masque à ventilation assistée). Le port du masque ne dispense pas du respect dans la mesure du possible de la distanciation sociale et dans tous les cas de l'hygiène des mains. Ecrans faciaux ou visières couvrantes (ajoutée au port du masque selon évaluation du risque) : descendant au moins 3 cm sous le menton.

- Dans le cadre de la pandémie de COVID-19, le ministère des solidarités et de la santé recommande, en population générale, d'éviter de porter des gants car ils donnent un faux sentiment de protection. Les gants deviennent eux-mêmes des vecteurs de transmission, le risque de porter les mains au visage est le même que sans gant, le risque de contamination est donc égal voire supérieur.- Affichage de brochures sur les règles d'hygiène à respecter.- Décalage des horaires de prises de déjeuners pour éviter les regroupements de compagnons et la promiscuité dans les locaux.- Réunions de chantiers limitées à un nombre d'intervenants selon les dispositions sanitaires en vigueur, à tenir hors espace confiné ou à mener en Visio conférence. Même après la vague de pandémie, il conviendra de respecter pendant un temps les mesures de précautions. Les plannings devront être adaptés en conséquence et permettre des interventions décalées et non simultanées, zones de travail bien distinctes. Stopper l'activité en cas d'impossibilité.- Les masques chirurgicaux et les cartouches sont à jeter après chaque intervention dans un sac à déchets. Les masques non jetables et les lunettes seront essuyés à la lingette désinfectante à l'intérieur et à l'extérieur.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'œuvre se réserve le droit, de faire exécuter les obligations de l'entrepreneur par tous moyens à sa convenance et ce, aux risques et périls de ce dernier.

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Travaux de désamiantage-plomb, ...

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'œuvre se réserve le droit, de faire exécuter les obligations de l'entrepreneur par tous moyens à sa convenance et ce, aux risques et périls de ce dernier.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	Entreprise générale - Désamiantage - Déplombage.	Curages - désamiantage	Sans Co-activité	Chantier clos et indépendant
Pose d'éléments préfabriqués	Lot Entreprise générale	Menuiseries, guichet, mobiliers, portes, ...		

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	Tous les Lots	Intervention sur les façades, faux plafonds, maçonneries, travaux électriques, cvc...	Intervenir à partir de plateforme sécurisée. Interdiction d'intervenir dans les zones ou surfaces dépourvues de protections collectives	Utilisation d'engins équipés de protections collectives. Utilisation d'échafaudage. Utilisation de PIRL Protections collectives rigides en périphérie. ...

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

SANS OBJET

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	82 rue des Pyrénées 75020 Paris.			TCE	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Environnement du chantier	Présence d'habitation, commerces, .. Rue très fréquentée par les piétons, véhicules, ...		Respecter le code de la route. Homme trafic obligatoire pour gérer les entrées et sorties des véhicules de livraison. Chantier clos et indépendant Déchargement à l'intérieur des zones clôturées.	Tous les lots	Tous les lots

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Bruit dû au chantier	<ul style="list-style-type: none"> - Zone curage, démolition ... - Zones d'utilisation de matériel - Zone de travaux (dont les tâches sont bruyantes) ... 	Nuisances sonores	<ul style="list-style-type: none"> - Respect du niveau admissible - Prévoir des emplacements de stockage,... stratégique pour optimiser les déplacements avec engins, camions,... - Limiter le nombre de camions de livraisons - Mettre en place un planning de livraison - Utiliser des dispositifs radio pour éviter de crier - Eviter de klaxonner inutilement. - Organiser les stockages et travaux afin d'éviter par exemple les chutes de matériels - La mise en place, à des endroits appropriés, de palissades d'une hauteur étudiée, présentant une qualité d'isolement acoustique afin d'atténuer les niveaux sonores émis. - Veiller à favoriser au maximum l'utilisation d'engins et matériels les moins bruyants possible - Adaptation de la puissance de l'engin et sa 	Tous les lots	Tous les lots

Disposition en cas de litige ou défaillance

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

5.2 CANTONNEMENTS

Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier doivent obligatoirement être mis en place en période de préparation et maintenus opérationnels jusqu'à la fin du chantier.

Toute réduction ou retrait des installations en cours de chantier sera préalablement soumise à validation au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS. A défaut d'accord préalable, le rétablissement de l'installation d'origine sera exigible sans aucune contrepartie par l'intervenant ayant pris l'initiative de la modification.

Respecter les conditions imposées par la CRAMIF 27.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	1,25 m ² par personne Prévoir vestiaires pour femmes si nécessaire A adapter au cours de chantier si nécessaire	Voir plan d'installation de chantier	Conforme à la réglementation et aux recommandations de la CRAMIF	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Réfectoire	8 personnes par réfectoire de 15 m ² . A adapter au cours de chantier si nécessaire	Voir plan d'installation de chantier	Conforme à la réglementation et aux recommandations de la CRAMIF	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires	Au moins 1 WC pour 10 personnes et 1 lavabo avec savon et moyen de séchage (à confirmer par le MOE-OPC) A adapter au cours de chantier si nécessaire Prévoir sanitaire pour femmes si nécessaire	Voir plan d'installation de chantier	Conforme à la réglementation et aux recommandations de la CRAMIF	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Douches	1 douche pour 8 personnes. A adapter au cours de chantier si nécessaire	Voir plan d'installation de chantier	Conforme à la réglementation et aux recommandations de la CRAMIF	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Bureaux	Voir MOE-OPC	Voir plan d'installation de chantier		Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Salle de réunion	Voir MOE-OPC	Voir plan d'installation de chantier		Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'œuvre se réserve le droit, de faire exécuter les obligations de l'entrepreneur par tous moyens à sa convenance et ce, aux risques et périls de ce dernier.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Dispositions liées à la situation exceptionnelle du risque sanitaire et de pandémie COVID-19 de chaque entreprise :

Mise en place et respect de toutes les mesures suivantes par le référent COVID-19 :- Interdire la présence de personne à risque aggravé du fait de leur santé (selon les critères définis par la Sécurité Sociale).-

Transport en véhicule partagé pour venir au chantier : Veiller à assurer la distance minimale d'un mètre entre les personnes : une personne par rang maximum, et en quinconce si plusieurs rangs.- Dans le cas d'une utilisation partagée de véhicule et pour les engins, prévoir la désinfection des surfaces de contact entre utilisateurs (volant, boutons de commande, poignée de changement de vitesse...) et la mise à

disposition de lingettes désinfectantes et de gel ou de solution hydroalcoolique. Désactiver le recyclage d'air et privilégier l'ouverture des fenêtres pour assurer une aération continue.- Privilégier les modes de transport individuels. Recourir le cas échéant au véhicule personnel (indemnité de transport et assurance à vérifier).- En cas d'utilisation des transports en commun : respect de la distance minimale d'un mètre, port du masque obligatoire et lavage des mains obligatoire à l'arrivée au chantier.- Fourniture de désinfectants sur site.- Essayer de maintenir les mêmes équipes chargées des livraisons afin de créer une cohésion solidaire et respectueuse les uns envers les autres pendant cette crise.- Organisation des postes de travail pour limiter au maximum les tâches simultanées de proximité et de longue durée, y compris pour les phases de livraisons.- Eviter/Limiter les échanges et prêt d'outils de travail et/ou désinfecter ces derniers régulièrement ou à chaque changement de main.- Affichage de brochures sur les règles d'hygiène à respecter.- Il conviendra que les livreurs et les chauffeurs restent cantonnés dans leur cabine. En cas de réelle nécessité les distances de sécurité devront être respectées.

Rappel :- Une bonne hygiène contribue à prévenir la transmission du coronavirus sur le chantier.- les entreprises intervenantes sur site de bien doivent veiller à ce que ces dispositions soient mises en place et respectées.- Les sous-traitants et prestataires sont soumis aux mêmes dispositions.

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

- Entreprise générale - Electricité - Désamiantage - Déplombage.

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Désamiantage / Déplombage – Electricité – Entreprise générale.	Désamiantage / Déplombage – Electricité – Entreprise générale.

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Base Vie	Sapeur Pompiers - Tél : 18 SAMU - Tél : 15 Police - Tél : 17 Général - Tél : 112	Emplacement à afficher	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Liaison avec les secours	Les secouristes		Les secouristes porteront un macaron distinctif sur le casque	Tous les Lots
Accès secours	Accès chantier	S'assurer dans la mesure du possible que les circulations verticales et horizontales sont bien dégagées	Se positionner à l'entrée du chantier de façon à accompagner les secours sur les lieux du sinistre.	Tous les Lots
Point de rencontre	Voir plan d'installation de chantier		Emplacement à afficher	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Secouriste	1 secouriste minimum pour 20 ouvriers sur le chantier		Les secouristes porteront un macaron distinctif sur le casque	Tous les Lots
Trousse de secours	Base Vie			Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Défibrillateur	Base Vie			Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Nacelle blessé	Voir plan d'installation de chantier		Emplacement à afficher	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur cantonnement	Base vie Ils doivent être visibles et facilement accessibles (art. R.4227-29 du Code du travail)		Emplacement à afficher	Désamiantage / Déplombage – Entreprise générale.
Extincteur chantier	Les emplacements des extincteurs doivent être choisis à proximité des points où un début d'incendie est à craindre.		Emplacement à afficher	Chaque lot responsable du point chaud

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds

- Les zones de travaux où seront générés des points chauds devront être protégées à l'aide de bâches ignifugées
- L'entreprise devra vérifier, 2 heures après les derniers travaux générant des points chauds, à l'aide d'une caméra thermique pour prévenir les incendies en détectant les points chauds avant qu'ils ne provoquent un embrasement.

Stockage de produits dangereux

- Chaque entrepreneur veillera à assurer la prévention et la protection contre tout risque d'incendie de ses matériaux.
- Les dépôts de matériaux inflammables seront interdits à l'intérieur de l'immeuble.
- Les dépôts de matériaux inflammables doivent être stockés à l'extérieur dans des zones très délimitées et précises prévues à cet effet dans des containers métalliques parfaitement ventilés comportant un extincteur approprié de lutte contre l'incendie.
- Le plan d'installation du chantier sera tenu à jour en conséquence

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

- Etre minimum deux personnes dans chaque zone d'intervention.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPA (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPA avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPA du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPA.

ANNEXES

RENFORCEMENT SURETE DU SIEGE SNIA (82-84, rue des Pyrénées 75020 Paris)

82 rue des Pyrénées
75020 Paris

Liste des annexes
1 - RAPPORT AMIANTE
2 - DIAG PLOMB
3 - Panneau : En cas d'accident

8.1 RAPPORT AMIANTE

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti

(Selon Arrêté du 16 Juillet 2019 et Norme NF X 46-020 : Aout 2017)



**Rez de chaussée : Accès
Hall d'entrée et Bureau
R08
Portail accès Cour Nord**



BIEN IMMOBILIER CONCERNE :

**DGAC
82-84, rue des Pyrénées
75020 PARIS**

Propriétaire

SNIA DGAC
82, rue des Pyrénées
75020 PARIS

Demandeur

SNIA DGAC
Monsieur Maxime ALLOUCHERY (Chargé d'Opérations)
82, rue des Pyrénées
75020 PARIS

SYNTHESE DU RAPPORT :

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

Programme des travaux : cf. chapitre 1

Date du rapport : 08/03/2024

Date de visite : 29/02/2024

Nombre de pages : 20

Fait à : 93420 VILLEPINTE

Référence du dossier : 2402CIDVI-2402153-1

Référence du rapport : CIDVI/24/020

Nombre de prélèvements : 7

Le présent rapport est établi par :

Laurent BAUDRY

dont les compétences sont certifiées par : SOCOTEC
Certification France 11-13 Cours Valmy Tour Pacific
92977 PARIS LA DEFENSE CEDEX (détail sur
www.info-certif.fr)

sur la durée de validité du : 16/10/2022 au 15/10/2029

Certificat de compétence :

n° DTI 1604-005

Contrat d'assurance :

AXA /n° 37503519275087 / échéance 31/12/2024

Révision	Date	Objet
Version initiale	08/03/2024	Établissement du Rapport

Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso.

Sommaire

I. PROGRAMME ET PERIMETRE	3
1. PROGRAMME / PERIMETRE DES TRAVAUX DU DONNEUR D'ORDRE	3
2. PROGRAMME / PERIMETRE DE REPERAGE	3
II. CONCLUSIONS	3
III. OBJET DE LA MISSION	4
1. DESCRIPTION PRECISE DE L'IMMEUBLE	4
2. PARTIES D'IMMEUBLE VISITEES	4
IV. DEROULEMENT DE LA MISSION	5
1. PRESTATIONS REALISEES	5
2. PERSONNES PRESENTES LORS DE LA VISITE	5
3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA VISITE	5
4. RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES COMMUNIQUEES A SOCOTEC DANS LE CADRE DE LA PRESENTE MISSION	6
5. PLANS DES PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES PAR LA MISSION	6
V. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE	7
1. LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	7
2. LISTE DES MATERIAUX ET PRODUITS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE APRES ANALYSE	7
3. LISTE DES MATERIAUX ET PRODUITS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE SUR JUSTIFICATIF	8
4. COMPOSANTS POUR LESQUELS DES SONDAGES ET/OU PRELEVEMENTS DOIVENT ETRE EFFECTUES	8
VI. OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE	9
1. CONSERVATION ET TRANSMISSION DE CE RAPPORT	9
2. OBLIGATIONS CONSECUTIVES AUX TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT	9
ANNEXE 1 - FICHE D'IDENTIFICATION	10
ANNEXE 2 - PLANS / CROQUIS	13
ANNEXE 3 - PV ANALYSES	15
ANNEXE 4 - AUTRES DOCUMENTS	18
ANNEXE 5 - CERTIFICAT DE COMPETENCES	19
ANNEXE 6 - ATTESTATION D'ASSURANCE	20

I. PROGRAMME ET PERIMETRE

1. PROGRAMME / PERIMETRE DES TRAVAUX DU DONNEUR D'ORDRE

Rez de chaussée / Accès Hall d'entrée

- dépose du premier bloc porte du sas
- création d'une ouverture dans le mur mitoyen avec le bureau R08
- fixation d'équipements sur le mur Gauche

Rez de chaussée / Bureau R08

- création d'une ouverture dans le mur mitoyen avec l'accès au Hall d'entrée

Rez de chaussée / Portail accès Cour Nord

- intervention sur le portail

2. PROGRAMME / PERIMETRE DE REPERAGE

Le programme de repérage établi par l'opérateur est basé sur les composants de la construction de l'annexe I de l'arrêté du 16 Juillet 2019 et de l'annexe A1 de la norme NF X 46-020 : Aout 2017, et en fonction du programme de travaux fourni par le donneur d'ordre.

Le périmètre de repérage est le suivant :

Rez de chaussée / Accès Hall d'entrée

- Contrôle des murs gauche et droite, du linteau de porte, du sol et du premier bloc porte

Rez de chaussée / Bureau R08

- Contrôle du mur droit

Rez de chaussée / Portail accès Cour Nord

- Contrôle du portail

II. CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

Localisation	Matériau ou produit
	Néant

III. OBJET DE LA MISSION

Le présent rapport est destiné à constituer le rapport de **repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les immeubles bâtis**.

La mission confiée par le donneur d'ordre à SOCOTEC est réalisée dans le respect de l'arrêté du 16 Juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les immeubles bâtis et le présent rapport comporte :

1. L'identification de la mission de repérage (repérage amiante avant travaux) et son périmètre (programme détaillé des travaux projetés par le donneur d'ordre) ;
2. L'identification complète de l'immeuble concerné : dénomination, adresse complète, date du permis de construire ou, le cas échéant, date de construction, fonction principale du bâtiment (exemple : habitation, bureaux) et tout autre renseignement permettant d'identifier avec certitude le bâtiment concerné ;
3. Le programme et le périmètre de repérage définis par l'opérateur de repérage ;
4. L'identification complète des différents intervenants et parties prenantes (opérateur ayant réalisé le repérage, propriétaire de l'immeuble bâti et commanditaire de la mission de repérage si celui-ci n'est pas le propriétaire) ;
5. La ou le(s) date(s) d'exécution du repérage et la date de signature du rapport de repérage ;
6. Le cas échéant, les dates, références et principales conclusions des rapports précédemment réalisés ;
7. La liste et la localisation des matériaux et produits repérés mentionnant pour chacun d'eux la présence ou l'absence d'amiante et le ou les critères ayant permis de conclure et, en cas de conclusion de présence d'amiante, l'estimation de la quantité ;
8. La signature et le visa de l'opérateur ayant réalisé le repérage ;
9. L'obligation faite au propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage de conservation, de mise à jour du document de traçabilité et de la transmission de ce rapport, conformément aux exigences de l'article 11 ;
10. En annexes : plan et croquis de l'immeuble bâti avec localisation des sondages faisant suite à des investigations approfondies ou à l'utilisation d'outil de mesure, des prélèvements d'échantillon et des matériaux et produits contenant de l'amiante identifiés ; rapports d'essais de laboratoire ; copie du certificat de compétence.

Le programme de repérage établi par l'opérateur est basé sur les composants de la construction de l'annexe I de l'arrêté du 16 Juillet 2019 et de l'annexe A1 de la norme NF X 46-020 : Aout 2017, et en fonction du programme de travaux fourni par le donneur d'ordre.

Rappel réglementaire et normatif:

- *L.4412-2 du code du travail et les textes qui lui sont liés*
- *Article R4412-97 du code du travail*
- *Décret n°2017-899 du 9 Mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations.*
- *Arrêté du 16 Juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis*
- *Norme NF X 46-020 : version Aout 2017*

Sauf indication contraire dans la suite du rapport, la recherche n'a pas porté sur les ouvrages suivants : voiries, réseaux enterrés, étanchéité des réseaux enterrés.

1. DESCRIPTION PRECISE DE L'IMMEUBLE

Activité principale de l'immeuble : Tertiaire (Bureaux)

Date du permis de construire : Années 1950

2. PARTIES D'IMMEUBLE VISITEES

Niveaux	Locaux
Rez de chaussée	Accès Hall d'entrée, Bureau R08
Rez de chaussée	Portail accès Cour Nord

IV. DEROULEMENT DE LA MISSION

1. PRESTATIONS REALISEES

- ☒ Entretien préalable, échange avec le donneur d'ordre sur l'organisation et les moyens nécessaires, recueil des informations relatives à l'immeuble bâti,
- ☒ Analyse de la documentation fournie par le donneur d'ordre
- ☒ Visite de l'immeuble pour inspection visuelle des composants susceptibles de contenir de l'amiante concernés. Cette étape est suivie d'investigations approfondies et de sondages selon nécessité.
- ☒ Détermination des ZPSO (Zone Présentant des Similitudes d'Ouvrages) et d'une stratégie de prélèvement. Cette étape est suivie de sondage et investigations approfondies.
- ☒ Prélèvement d'échantillons de matière et analyse des échantillons par un laboratoire accrédité sous-traitant de SOCOTEC
ITGA RENNES - Parc d'affaires Espace Performances Bât. K - 35760 ST GREGOIRE (Cofrac : 1-5970)
- ☒ Enregistrement des données sur les produits et matériaux repérés.
- ☒ Rédaction du présent Rapport de mission, des annexes, croquis.

2. PERSONNES PRESENTES LORS DE LA VISITE

Accompagnateur : Monsieur Maxime ALLOUCHERY (Chargé d'Opérations)

3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA VISITE

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site			X
Vide sanitaire accessible et visitable			X
Combles accessibles et visitables			X
Toiture accessible et visitable			X
Bâtiment vide d'occupants		X	
Bâtiment vide de mobiliers		X	
Equipements en fonctionnement	X		

Parties non visitées, devant faire l'objet d'investigations approfondies après mise en œuvre de moyens par le donneur d'ordre :

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

Autres informations sur le déroulement de la mission :

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

Occupation des locaux : En exploitation

4. RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES COMMUNIQUE A SOCOTEC DANS LE CADRE DE LA PRESENTE MISSION

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	Plans des locaux

Observations :

Néant

5. PLANS DES PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES PAR LA MISSION

Les plans des parties d'immeuble concernées par la mission sont les suivants.

Etage	Intitulé du plan
82-84, rue des Pyrénées 75020 PARIS Rez de chaussée	Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux

V. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

Les tableaux suivants décrivent les résultats du repérage classés par localisation.

Successivement sont présentés :

- > Les composants contenant de l'amiante (§ V.1),
- > Les composants repérés sans amiante (§V.2 et V.3)
- > Les composants pour lesquels l'analyse en laboratoire nécessaire pour identifier l'amiante n'a pas encore été effectuée (§ V.4)

Quelle que soit la situation et sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables, le propriétaire est tenu d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux ou produits concernés ou de ceux les recouvrant où les protégeant.

En colonnes 1 et 5 des tableaux, figurent les numéros d'identification du composant et/ou du prélèvement : ceux-ci sont repris sur le(s) PV d'analyse, sur le(s) plan(s) et sur les planches de photos.

1. LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

N° Composant*	Localisation	Parties d'ouvrages ou composants de la construction inspectées	Descriptif	N° Prélèvement (et localisation)	Conclusion (justification)	Quantité*
	Néant					

*1 : N° Composant = N° ZPSO (Zone Présentant des Similitudes d'Ouvrage)

*2 : La quantité indiquée est une estimation et ne peut constituer à elle seule une base de travail pour l'intervention et/ou le retrait du composant. La valeur de la quantité est exprimée selon l'accord avec le donneur d'ordre au préalable (par unité, par surface, par linéaire, par masse ou par volume). En l'absence d'indication du donneur d'ordre, la valeur sera déterminée au choix de l'opérateur de repérage.

2. LISTE DES MATERIAUX ET PRODUITS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE APRES ANALYSE

N° Composant*	Localisation	Parties d'ouvrages ou composants de la construction inspectées	Descriptif	N° Prélèvement (et localisation)	Conclusion (justification)
ZPSO-001	82, rue des Pyrénées 75020 PARIS RDC – Entrée accès Hall Mur Droit	3 – Parois verticales intérieures – Murs et cloisons maçonnés Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Peinture blanche, enduit plâtreux (sur mur en pierre)	P001	Absence d'amiante (Après Analyses en laboratoire)
ZPSO-002	82, rue des Pyrénées 75020 PARIS RDC – Entrée accès Hall Tableau de porte Droit	3 – Parois verticales intérieures – Murs et cloisons maçonnés Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Peinture blanche, enduit plâtreux (sur mur en pierre)	P002	Absence d'amiante (Après Analyses en laboratoire)
ZPSO-003	82, rue des Pyrénées 75020 PARIS RDC – Entrée accès Hall Mur Gauche	3 – Parois verticales intérieures – Murs et cloisons maçonnés Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Peinture blanche, enduit plâtreux (sur mur en pierre)	P003	Absence d'amiante (Après Analyses en laboratoire)
ZPSO-004	82, rue des Pyrénées 75020 PARIS RDC – Entrée accès Hall Tableau de porte Gauche	3 – Parois verticales intérieures – Murs et cloisons maçonnés Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Peinture blanche, enduit plâtreux (sur mur en pierre)	P004	Absence d'amiante (Après Analyses en laboratoire)
ZPSO-005	82, rue des Pyrénées 75020 PARIS RDC – Entrée accès Hall Sol	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols - Chape maigre	Chape maigre (compacte grise) sous marbre	P005	Absence d'amiante (Après Analyses en laboratoire)
ZPSO-006	82, rue des Pyrénées 75020 PARIS RDC – Bureau R08 Mur Droit	3 – Parois verticales intérieures – Murs et cloisons maçonnés Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Peinture, toile de verre, enduit (sur mur pierre)	P006	Absence d'amiante (Après Analyses en laboratoire)
ZPSO-007	82, rue des Pyrénées 75020 PARIS RDC – Entrée accès Hall Linteau de porte	4 - Plafonds et faux plafonds - Faux plafonds – Linteau de porte	Peinture blanche et enduit plâtreux	P007	Absence d'amiante (Après Analyses en laboratoire)

3. LISTE DES MATERIAUX ET PRODUITS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE SUR JUSTIFICATIF

N° Composant*1	Localisation	Parties d'ouvrages ou composants de la construction inspectées	Descriptif	Conclusion (justification)
ZPSO-008	82, rue des Pyrénées 75020 PARIS RDC – Entrée accès Hall Mur Droit	3 – Parois verticales intérieures – Murs et cloisons maçonnés Mur	Mur en pierre	Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante
	82, rue des Pyrénées 75020 PARIS RDC – Bureau R08 - Mur Droit			
ZPSO-009	82, rue des Pyrénées 75020 PARIS RDC – Entrée accès Hall Mur Gauche	3 – Parois verticales intérieures – Murs et cloisons maçonnés Mur	Mur en pierre	Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante
ZPSO-010	82, rue des Pyrénées 75020 PARIS RDC – Entrée accès Hall - Sol	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Sol en marbre	Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante
ZPSO-011	82, rue des Pyrénées 75020 PARIS RDC – Entrée accès Hall 1 ^{er} bloc porte	3 – Parois verticales intérieures – Portes	Bloc porte en bois vernis, parclozes en bois vernis, joints en caoutchouc noir sur les 2 battants	Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante
ZPSO-012	84, rue des Pyrénées 75020 PARIS RDC – Portail accès Cour Nord	3 – Parois verticales intérieures – Portes	Portail métallique, battants vitrés	Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante

4. COMPOSANTS POUR LESQUELS DES SONDAGES ET/OU PRELEVEMENTS DOIVENT ETRE EFFECTUES

N° Composant*1	Localisation	Parties d'ouvrages ou composants de la construction inspectées	Descriptif	Conclusion (justification)
	Néant			

VI. OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

1. CONSERVATION ET TRANSMISSION DE CE RAPPORT

Conformément aux exigences de l'article 11 de l'arrêté du 16 Juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis :

« Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage.

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du «dossier amiante – parties privatives» (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du «dossier technique amiante» (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux. Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics. ».

2. OBLIGATIONS CONSECUTIVES AUX TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT

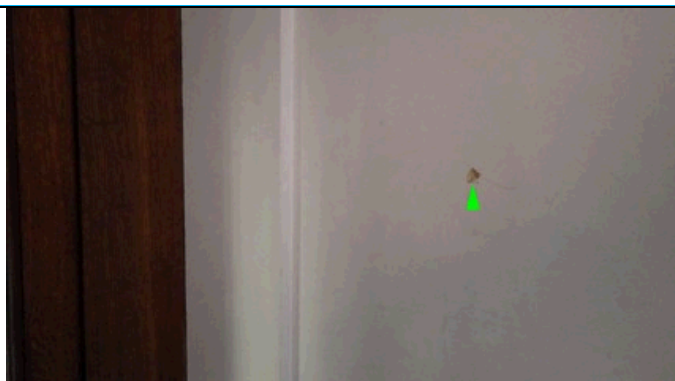
Lorsque le présent rapport est suivi de travaux, le propriétaire doit effectuer après enlèvement ou confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste A ou de la liste B situés à l'intérieur des bâtiments occupés ou fréquentés, les interventions suivantes :

- > Examen visuel des ouvrages par une personne certifiée,
- > Mesures d'empoussièrement par un organisme accrédité par le COFRAC.

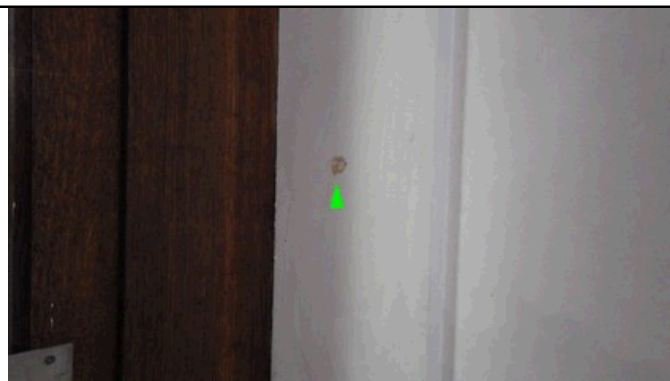
Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé, par une personne certifiée, à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux dans un délai maximal de trois ans.

Ces interventions sont rendues obligatoires par l'article R.1334-29-3 du code de la Santé Publique.

ANNEXE 1 - FICHE D'IDENTIFICATION



Matériaux : ZPSO-001 – Prélèvement P001
Description : Peinture et enduit plâtreux (sur pierre)
Localisation : 82-84, rue des Pyrénées 75020 PARIS
Rez de chaussée – Accès Hall d'entrée – Mur Droit
Résultat : Absence d'amiante



Matériaux : ZPSO-002 – Prélèvement P002
Description : Peinture et enduit plâtreux (sur pierre)
Localisation : 82-84, rue des Pyrénées 75020 PARIS
Rez de chaussée – Accès Hall d'entrée – Tableau de porte Droit
Résultat : Absence d'amiante



Matériaux : ZPSO-003 et ZPSO-004
Prélèvements P003 et P004
Description : Peinture et enduit plâtreux (sur pierre)
Localisation : 82-84, rue des Pyrénées 75020 PARIS
Rez de chaussée – Accès Hall d'entrée
Mur Gauche et Tableau de porte Gauche
Résultat : Absence d'amiante



Matériaux : ZPSO-005 – Prélèvement P005
Description : Chape maigre (compacte grise) sous marbre
Localisation : 82-84, rue des Pyrénées 75020 PARIS
Rez de chaussée – Accès Hall d'entrée – Sol
Résultat : Absence d'amiante



Matériaux : ZPSO-006 – Prélèvement P006
Description : Peinture, toile de verre et enduit plâtreux (sur pierre)
Localisation : 82-84, rue des Pyrénées 75020 PARIS
Rez de chaussée – Bureau R08 – Mur Droit
Résultat : Absence d'amiante



Matériaux : ZPSO-007 – Prélèvement P0017
Description : Peinture et enduit plâtreux sur linteau de porte
Localisation : 82-84, rue des Pyrénées 75020 PARIS
Rez de chaussée – Accès Hall d'entrée – Linteau de porte
Résultat : Absence d'amiante



Matériaux : ZPSO-011 – Non prélevés

Description : Bloc porte en bois vernis, parclores en bois vernis,
joints en caoutchouc noir sur les 2 battants

Localisation : 82-84, rue des Pyrénées 75020 PARIS

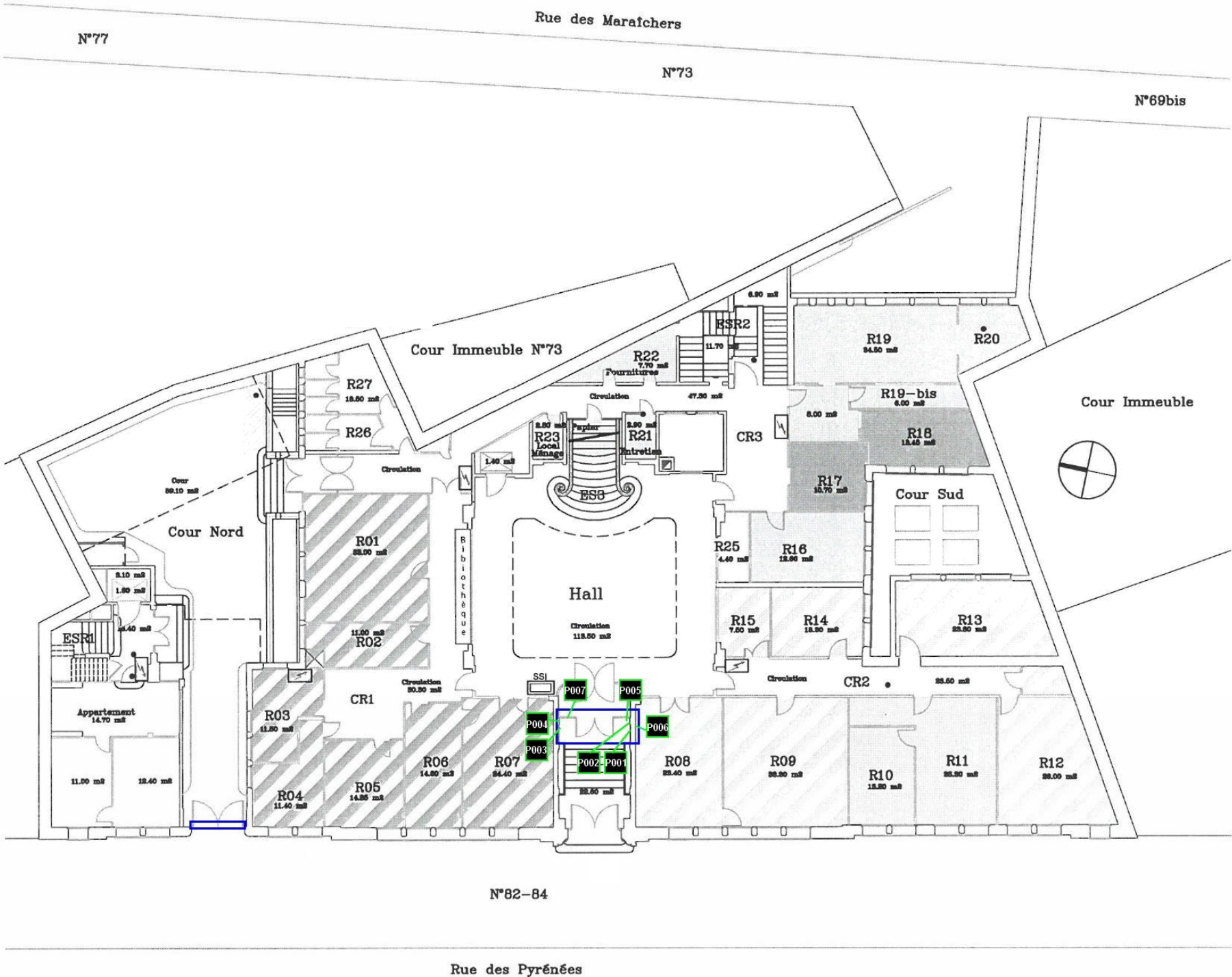
Rez de chaussée – Accès Hall d'entrée – 1^{er} bloc porte

Résultat : Absence d'amiante

ANNEXE 2 - PLANS / CROQUIS

82-84 rue des Pyrénées 75020 PARIS

Rez de chaussée



SOCOTEC DIAGNOSTIC
Agence de VILLEPINTE
22, Avenue des Nations
Bâtiment LE ROSTAND
93420 VILLEPINTE

REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE
AVANT REALISATION DE TRAVAUX

DANS LE CADRE DU CONTROLE
ABSENCE DE MATERIAU ET PRODUIT
CONTENANT DE L'AMIANTE

N MATERIAUX ET PRODUITS PRELEVES NE CONTENANT PAS D'AMIANTE

- P001, P003 : Enduit plâtré mural et peinture blanche (mur en pierre)
P002, P004 : Enduit plâtré et peinture blanche sur tableau de porte (mur en pierre)
P005 : Chape maigre (compacte grise) sous sol en marbre
P006 : Toile de verre, peinture blanche et enduit plâtré mural (mur en pierre)
P007 : Enduit plâtré et peinture blanche sur linteau de porte

 Locaux contrôlés

Client : SNIA DGAC	
N°Affaire : 2402CIDVI-2402153-1	
N°Rapport :	
Adresse	82-84 rue des Pyrénées 75020 PARIS
Auteur : L. BAUDRY	Indice de révision : 0
Date : 08 / 03 / 2024	Niveau Rdc Plan : 1/1

ANNEXE 3 - PV ANALYSES



Parc d'affaires Espace Performances Bât K
35760 SAINT-GREGOIRE
Tel : 02.99.35.41.41
www.itga.fr



Accréditation n° 1-5970

Portée disponible
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO IT0624-3755 EN DATE DU 07/03/2024 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRELEVEMENT(S) DE MATERIAU(X)

*Ce rapport ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.
Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites et identifiées comme telles.*

Client : SOCOTEC DIAGNOSTIC VILLEPINTE (CIDVI) 22 avenue des Nations 93420 VILLEPINTE	Réf. Commande ITGA : IT0624-3755 Réf. Commande Client : 2402CIDVI-2402153_2024_03_01_0853_4345
---	---

Prélèvement(s) : Reçu au laboratoire le : 04/03/2024

Préparation(s) : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :
ou
- Pour une analyse au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : Prélèvement et montage adapté sur lame de microscopie
- Pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
(A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
(B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme
Technique(s) : - Microscopie Optique à Lumière Polarisée (guide HSG 248 - Appendice 2) : Morphologie et critères optiques
Analytique(s) : La détection de fibres d'amiante optiquement observables est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.
ou
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction
électronique
La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat(s) :

Fraction analysée	Technique analytique (Méthode de préparation et date d'analyse)	Résultat / Variété d'amiante	Elements analytiques
Réf dossier client : 2402CIDVI-2402153 - 82 rue des PYRENEES 75020 PARIS 20 Réf échantillon client : P001 - Enduit plâtreux et peinture - 82 rue des PYRENEES - RDC - Entree acces Hall		Réf échantillon ITGA : IT142403-2393 Description ITGA : Peinture / Enduit plâtreux blanc en vrac	
Peinture non séparable + Enduit plâtreux blanc en vrac non séparable	META (A) le 07/03/2024 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (1) / -	Analyste : ISD (3)
Réf dossier client : 2402CIDVI-2402153 - 82 rue des PYRENEES 75020 PARIS 20 Réf échantillon client : P002 - Enduit plâtreux et peinture - 82 rue des PYRENEES - RDC - Entree acces Hall		Réf échantillon ITGA : IT142403-2394 Description ITGA : Peinture / Enduit plâtreux blanc en vrac	
Peinture non séparable + Enduit plâtreux blanc en vrac non séparable	META (A) le 07/03/2024 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (1) / -	Analyste : ISD (3)

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164-01 rev 17

Page 1/2

RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO IT0624-3755 EN DATE DU 07/03/2024
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRELEVEMENT(S) DE MATERIAU(X)

Fraction analysée	Technique analytique (Méthode de préparation et date d'analyse)	Résultat / Variété d'amiante	Elements analytiques
Réf dossier client : 2402CIDVI-2402153 - 82 rue des PYRENEES 75020 PARIS 20 Réf échantillon client : P003 - Enduit plâtreux et peinture - 82 rue des PYRENEES - RDC - Entree acces Hall * Peinture non séparable + Enduit plâtreux blanc en vrac non séparable	META (A) le 06/03/2024 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Réf échantillon ITGA : IT142403-2395 Description ITGA : Peinture / Enduit plâtreux blanc en vrac Amiante non détecté (1) / -	Analyste : SYO (3)
Réf dossier client : 2402CIDVI-2402153 - 82 rue des PYRENEES 75020 PARIS 20 Réf échantillon client : P004 - Enduit plâtreux et peinture - 82 rue des PYRENEES - RDC - Entree acces Hall * Peinture non séparable + Enduit plâtreux blanc en vrac non séparable	META (A) le 07/03/2024 Nombre de préparations : 2 Nombre de supports d'analyse : 4	Réf échantillon ITGA : IT142403-2396 Description ITGA : Peinture / Enduit plâtreux blanc en vrac Amiante non détecté (1) / -	Analyste : KOB (3)
Réf dossier client : 2402CIDVI-2402153 - 82 rue des PYRENEES 75020 PARIS 20 Réf échantillon client : P005 - Chape maigre - 82 rue des PYRENEES - RDC - Entree acces Hall Carrelage en vrac * Matériau beige hétérogène	META (A) le 06/03/2024 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Réf échantillon ITGA : IT142403-2397 Description ITGA : Carrelage en vrac / Matériau beige hétérogène Non analysé Amiante non détecté (1) / -	Analyste : ISD
Réf dossier client : 2402CIDVI-2402153 - 82 rue des PYRENEES 75020 PARIS 20 Réf échantillon client : P006 - Enduit plâtreux, toile de verre, peinture - 82 rue des PYRENEES - RDC - Bureau R08 * Peinture non séparable + Toile fibreuse blanche non séparable + Enduit plâtreux blanc en vrac non séparable	META (A) le 06/03/2024 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Réf échantillon ITGA : IT142403-2398 Description ITGA : Peinture / Toile fibreuse blanche / Enduit plâtreux blanc en vrac Amiante non détecté (1) / -	Analyste : ISD (3)
Réf dossier client : 2402CIDVI-2402153 - 82 rue des PYRENEES 75020 PARIS 20 Réf échantillon client : P007 - Enduit plâtreux et peinture - 82 rue des PYRENEES - RDC - Entree acces Hall * Peintures multiples non séparable + Enduit blanc en vrac avec poussières non séparable	META (A) le 06/03/2024 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Réf échantillon ITGA : IT142403-2399 Description ITGA : Peintures multiples / Enduit blanc en vrac avec poussières Amiante non détecté (1) / -	Autres fibres inhalables distinguées par M. (2) Analyste : SYO (3)

(1) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.
 (2) D'autres fibres minérales susceptibles d'être inhalées (dont la largeur est inférieure à 3 µm) ont été détectées. Ces fibres ont pu être différenciées de fibres d'amiante via les critères d'identification reportés dans les données analytiques (M : Morphologie / D : Diffraction électronique / A : Analyse EDX).

(3) Pour les couches réceptionnées en vrac et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie uniquement sur la prise d'essai et non par couche.

Validé par : Audrey LUTHRINGER Analyste

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164-01 rev 17

Page 2/2

ANNEXE 4 - AUTRES DOCUMENTS

Néant

ANNEXE 5 - CERTIFICAT DE COMPETENCES

Certifie par la présente que :

LAURENT BAUDRY

a passé avec succès les examens relatifs à la certification de ses compétences

DOMAINE TECHNIQUE	INTITULE DU(ES) TYPE(S) DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER	DEBUT DE VALIDITE	FIN DE VALIDITE
AMIANTE	Missions de repérage des matériaux et produits des listes A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention	16/10/2022	15/10/2029
AMIANTE - avec mention	Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels, missions de repérage des matériaux et produits de la liste C, les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement	16/10/2022	15/10/2029

qui ont été réalisés par Socotec Certification France conformément aux arrêtés compétences :

- Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification



Directeur Général Certification **Xavier Daniel**

ANNEXE 6 - ATTESTATION D'ASSURANCE

Votre intermédiaire
MARSH SAS
Département Construction
Tour Ariane
5, Place des Pyramides
La Défense 9
92088 Paris La Défense Cedex



Assurance et Banque

☎ **01 41 34 50 00**

📠 **01 41 34 55 00**

N°ORIAS **07 001 037**
Site ORIAS www.orias.fr

Votre contrat

Construction : Responsabilité
civile professionnelle et
exploitation

Vos références

Contrat : **37503519275087**
Client : **0010834120**

SOCOTEC DIAGNOSTIC
21 Route d'Albert
62450 AVESNES LES BAPAUME

ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance AXA France IARD atteste que :

SOCOTEC DIAGNOSTIC
21 Route d'Albert
62450 AVESNES LES BAPAUME
N°SIREN : 479 076 838 00032

Est bénéficiaire des garanties du contrat d'assurance n° 37503519275087 pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ce contrat garanti l'ensemble de ses responsabilités civile professionnelle et exploitation encourues du fait des missions qui lui sont confiées.

Ce contrat garantit, à hauteur de 1.500.000 € par sinistre, notamment :

Les missions relatives à l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériau contenant de l'amiante, prévus soit à l'article L.1334-12-1 du code de la santé publique et définie aux articles R.1334-20 à 25 du code de la santé publique, soit aux articles R.4412-97 à R.4412-97-6 du code du travail ainsi que toutes missions de vérification technique et d'assistance technique liées à l'amiante.

Les missions relatives à l'établissement du diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L.134-1 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions relatives à l'établissement de l'état des installations intérieures de gaz prévu à l'article L.134-6 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions relatives à l'établissement de l'état des installations électriques prévu à l'article L.134-7 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions relatives à l'établissement de l'état relatif à la présence de termites dans les bâtiments prévu à l'article L.133-6 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions de diagnostic ou de vérification relatives à la présence de plomb dans les bâtiments ainsi que les missions relatives à l'établissement du constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L.1334-5 et L.1334-6 du code de la santé publique.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Nanterre le 27/11/2023
POUR L'A SOCIETE :

Guillaume BORIE
Directeur Général Délégué d'AXA France



AXA France IARD - SA au capital de 214 799 030 € - 722 057 460 RCS Nanterre. TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460. AXA France Vie - SA au capital de 487 725 073,50 € - 310 499 959 RCS Nanterre. AXA Assurances IARD Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle contre l'incendie, les accidents et risques divers. Siren 775 699 309. TVA intracommunautaire n° FR 39 775 699 309. AXA Assurances Vie Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle sur la vie et de capitalisation - Siren 353 457 245 - Sièges sociaux : 313, Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex. Juridica - SA au capital de 14 627 854,68 € - 572 079 150 RCS Versailles - Siège social : 1, place Victorien Sardou 78160 Marly-le-Roi. AXA Assistance France Assurances - SA au capital de 31 275 660 6451 392 724 RCS Nanterre - Siège social : 6, rue André Gide 92320 Châtillon TVA intracommunautaire n° FR 81 451 392 724. Entreprises régies par le Code des assurances.

8.2 DIAG PLOMB

Rapport de mission de repérage du plomb avant travaux dans un immeuble bâti

(Selon Norme NF X 46-035 de Juin 2021)



SOCOTEC



**Rez de chaussée : Accès Hall
d'entrée et Bureau R08
Portail accès Cour Nord**



BIEN IMMOBILIER CONCERNE :

**DGAC
82-84, rue des Pyrénées
75020 PARIS**

Propriétaire

SNIA DGAC
82, rue des Pyrénées
75020 PARIS

Demandeur

SNIA DGAC
Monsieur Maxime ALLOUCHERY (Chargé d'Opérations)
82, rue des Pyrénées
75020 PARIS

Nature des travaux : Rénovation / Réhabilitation : OUI Démolition : NON

Programme des travaux : Voir chapitre I.3

Date du rapport : 01/03/2024

Date de visite : 29/02/2024

Nombre de pages : 19

Fait à : 93420 VILLEPINTE

Référence du dossier : 2402CIDVI-2402153-2

Référence du rapport : CIDVI/24/019

Le présent rapport est établi par :
Laurent BAUDRY

Contrat d'assurance :
AXA / n° 37503519275087 /
échéance 31/12/2024

Révision	Date	Objet
Version initiale	01/03/2024	Établissement du Rapport

Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso.

Sommaire

I.	CADRE DE LA MISSION	3
1.	Objet de la mission	3
2.	Références réglementaires et normatives	3
3.	Programme des travaux du donneur d'ordre	4
4.	Périmètre du repérage (locaux et parties de locaux concernés)	4
5.	Description du bien	4
II.	METHODOLOGIE EMPLOYEE	5
1.	Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb	5
2.	Stratégie de mesurage	5
3.	Présentation des résultats	6
III.	PROTOCOLE DU REPERAGE	6
1.	Identification des locaux	6
2.	Identification des zones	6
3.	Identification des revêtements	6
4.	Identification des unités de repérage et substrat	7
IV.	INFORMATIONS CONCERNANT LE SPECTROMETRE	8
V.	DEROULEMENT DE LA MISSION	9
1.	Prestations réalisées :	9
2.	Personnes présentes lors de la visite :	9
3.	Informations complémentaires sur la visite	9
4.	Documents communiqués à Socotec dans le cadre de la présente mission	9
5.	Plans des parties d'immeuble concernées par la mission	9
VI.	RESULTATS DETAILLES	10
	Annexe 1 - REPERAGE DES LOCAUX	12
	Annexe 2 - REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE	14
	Annexe 3 - PV ANALYSES	15
	Annexe 4 - ATTESTATION D'ASSURANCE	16
	Annexe 5 - ATTESTATION DU FABRICANT DE L'ANALYSEUR XRF	17
	Annexe 6 - NOTICE D'INFORMATION	18

I. CADRE DE LA MISSION

1. OBJET DE LA MISSION

La mission confiée à SOCOTEC a pour objet l'identification, la localisation des revêtements, matériaux et produits de construction contenant du plomb susceptibles d'être impactés, directement ou indirectement, au cours des travaux de rénovation/réhabilitation ou de démolition définis préalablement à la mission, dans l'immeuble bâti considéré. L'altération de ces revêtements, matériaux et produits peut présenter un risque d'exposition au plomb des intervenants et doit être évalué le plus en amont possible du début des travaux.

La recherche se limite aux revêtements, matériaux et produits de construction impactés, directement ou indirectement, par les travaux.

Ce diagnostic n'est ni un Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) ni un Diagnostic du Risque d'Intoxication au Plomb, qui relèvent des obligations prévues par le Code de la Santé Publique.

Le repérage porte sur tous les revêtements, matériaux et produits de construction et de décoration, comprenant notamment les revêtements intérieurs ou extérieurs, apparents ou recouverts, susceptibles de libérer des poussières de plomb lors des travaux tels que:

- Peintures, enduits, vernis, papiers (comprenant une feuille de plomb entrecollée), tissus muraux peints, colle (surtout en utilisation au sein de monuments historiques pour des toiles marouflées)
- Feuilles de plomb laminé (couverture, accessoire de couverture ou d'étanchéité, isolation phonique), canalisations en plomb, sertissage de vitraux, câbles gainés de plomb, éléments décoratifs en plomb etc.

Les PVC et les glaçages de faïences et de carrelages peuvent contenir du plomb. Cependant, au regard du faible potentiel d'émission de poussières de plomb de ces matériaux, compte-tenu de la nature des travaux généralement effectuée, leur recherche n'a pas été incluse dans le domaine d'application de la norme NF X 46 035 relative à la recherche de plomb avant travaux dans les revêtements, matériaux et produits de construction.

Sauf indication contraire dans la suite du rapport, la recherche n'a pas porté sur les ouvrages suivants : voiries, réseaux enterrés, étanchéité des réseaux enterrés.

2. REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES

- > Principes généraux de prévention L4121-2 du code du travail
- > Prévention du risque d'exposition aux agents cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction R4412-59 et suivants
- > Norme NF X 46-031 d'avril 2008 relative à l'analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb
- > Norme NF X 46-035 de juin 2021 relative à la recherche de plomb avant travaux dans les revêtements, matériaux et produits de construction

3. PROGRAMME DES TRAVAUX DU DONNEUR D'ORDRE

Ce paragraphe est consacré à la description détaillée des travaux envisagés afin de permettre au diagnostiqueur de définir la stratégie de mesures la plus adaptée. En l'absence de programme détaillé fourni par le donneur d'ordre, notre responsabilité ne saurait être engagée sur la stratégie de mesure ou le périmètre de repérage établi.

PROGRAMME DE TRAVAUX TRANSMIS PAR LE DONNEUR D'ORDRE :

Rez de chaussée / Accès Hall d'entrée

- dépose du premier bloc porte du sas
- création d'une ouverture dans le mur mitoyen avec le bureau R08
- fixation d'équipements sur le mur Gauche

Rez de chaussée / Bureau R08

- création d'une ouverture dans le mur mitoyen avec l'accès au Hall d'entrée

Rez de chaussée / Portail accès Cour Nord

- intervention sur le portail

TABLEAU DE RECENSEMENT DES TRAVAUX ÉTABLI PAR LE DONNEUR D'ORDRE (si transmis au préalable)

Local / Structure	Nature des travaux	Entreprise Intervenant
Néant		

4. PERIMETRE DU REPERAGE (LOCAUX ET PARTIES DE LOCAUX CONCERNES)

Parties d'immeubles visitées :

Niveaux	Locaux
Rez de chaussée	Accès Hall d'entrée
Rez de chaussée	Bureau R08
Rez de chaussée	Accès Cour Nord

Parties d'immeubles non visitées :

Niveaux	Locaux
Néant	

Éléments non contrôlables (le cas échéant) :

Local	Parties du local	Raisons
Néant		

5. DESCRIPTION DU BIEN

Activité principale de l'immeuble : Tertiaire (Bureaux)

Date du permis de construire : Années 1950

II. METHODOLOGIE EMPLOYEE

La recherche et la mesure du plomb ont été réalisées selon le cadre réglementaire défini précédemment, et selon les modalités de la norme NF X 46-035 de Juin 2021.

L'identification des locaux, zones, revêtements, matériaux, produits et des unités de repérage sont fonction de la nature et de la localisation des travaux effectués. Le diagnostiqueur définit sous sa seule responsabilité le choix des locaux et unités de repérage qui doivent faire l'objet d'un repérage (fluorescence X et / ou prélèvement).

Seules les unités de repérage impactées par les travaux font l'objet de mesures avec un appareil à fluorescence X, y compris les surfaces recouvertes d'un matériau mince non susceptible de contenir du plomb.

Une vérification du bon fonctionnement de l'appareil est réalisée avant la campagne de mesure, après tout redémarrage de l'analyseur et en fin de campagne.

En cas d'impossibilité de mesure par fluorescence X sur le revêtement, matériau, produit visé, l'auteur du constat peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb total.

En cas d'unité de repérage située à une hauteur supérieure à 3 mètres, il appartient au donneur d'ordre de prendre les dispositions nécessaires, en accord avec la réglementation du travail, pour permettre à l'opérateur de repérage de réaliser les mesures de concentration en plomb sur celle-ci, faute de quoi le constat n'aurait de valeur que pour les unités diagnostiquées.

Il appartient également au donneur d'ordre de procéder aux opérations de démontage des éléments masquant les revêtements ou matériaux concernés par le périmètre de repérage et de faire procéder au démontage nécessitant des outillages et / ou aux investigations approfondies destructives demandées par l'opérateur de repérage.

1. VALEUR DE REFERENCE UTILISEE POUR LA MESURE DU PLOMB

En l'absence de valeur-seuil réglementaire de prise en compte du risque plomb dans le cadre de cette mission, le présent rapport n'a pas vocation à conclure sur le niveau de risques que présentent les revêtements ou les matériaux identifiés comme contenant du plomb.

Il appartient aux donneurs d'ordre et entreprises intervenantes de choisir la technique d'intervention la moins polluante et de définir les mesures de prévention des risques et d'hygiène adaptées à chaque situation de travail.

Les valeurs mesurées renseignent aussi sur la nature des composés. Dans la pratique les valeurs élevées mettent en évidence la présence de céruse ou de minium de plomb. Les valeurs faibles ($< 1\text{mg/cm}^2$) peuvent révéler la présence de siccatif de plomb (colle papier peint, peinture) ou d'impuretés dans les matériaux (support métallique, parpaings,...).

2. STRATEGIE DE MESURAGE

Dans chaque local, toutes les unités de repérage identifiées au préalable dans les zones de repérage font l'objet de mesures avec un appareil à fluorescence X, y compris les surfaces recouvertes d'un matériau mince non susceptible de contenir du plomb.

Le nombre de mesures est défini selon l'étendue de l'unité de repérage et de la nature des travaux.

Pour une unité de repérage définie, au moins deux mesures sont effectuées. Si les résultats sont cohérents, l'unité de repérage est validée. Si les résultats sont incohérents, l'unité de repérage définie initialement est décomposée en plusieurs unités de repérage distinctes et les mesures sont complétées jusqu'à obtenir des résultats cohérents pour la ou les unités de repérage définie(s).

Ces mesures sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs et réparties de façon pertinentes (partie haute et basse d'un mur, ...). Sur chaque unité de repérage, les mesures sont réalisées aux endroits où la probabilité de rencontrer du plomb est la plus forte

Pour les unités de repérage qui ont des surfaces ou des longueurs importantes, il est procédé à des mesures complémentaires.

Lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements, il peut effectuer un prélèvement qui sera analysé en laboratoire.

3. PRESENTATION DES RESULTATS

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le(s) croquis et dans le(s) tableau(x) des mesures est la suivante :

- > La zone de l'accès au local est nommée « A » et est reportée sur le(s) croquis ; les autres zones sont nommées « B », « C », « D », ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;

Les unités de repérage (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet de mesures sont classées dans le(s) tableau(x) des mesures.

Nota : Une unité de repérage définit soit :

- un ou plusieurs éléments de construction, finition ou décoration, ayant a priori un même substrat, un même revêtement et un même historique en matière de construction et de revêtement
- un matériau ayant a priori un même historique en matière de construction.

III. PROTOCOLE DU REPERAGE

1. IDENTIFICATION DES LOCAUX

L'auteur du constat dresse la liste détaillée :

- des locaux ;
- des ouvrages extérieurs (façades, couvertures, clôtures etc.).

Par local, on entend toute pièce (salle de séjour, toilettes, etc.) et par extension : couloir, hall d'entrée, palier, partie de cage d'escalier située entre deux paliers, appentis, placard, etc.

Une cage d'escalier est découpée en plusieurs locaux. Sont considérés comme locaux distincts :

- > chaque palier ;
- > chaque partie de cage d'escalier située entre deux paliers ;
- > gaine d'ascenseur.

En vue d'assurer la cohérence de ce découpage, le hall d'entrée pourra être assimilé au palier du rez-de-chaussée.

2. IDENTIFICATION DES ZONES

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local ou ouvrage extérieur en plusieurs zones qu'il identifie sur le croquis. Ces zones correspondent généralement aux différentes faces du local.

Selon la convention établie, une lettre est attribuée à chaque « zone » du local (A, B, C et D). On appelle « zone A » le mur par lequel on accède au local. Les zones suivantes sont désignées dans le sens horaire.

Une unité de repérage (porte, fenêtre, ...) peut être associée à une « zone ».

3. IDENTIFICATION DES REVETEMENTS

Par revêtement, on entend un matériau mince recouvrant les éléments de construction.

Les revêtements susceptibles de contenir du plomb sont principalement les peintures (du fait de l'utilisation ancienne de la céruse et celle de produits anticorrosion à base de minium de plomb), les vernis, les revêtements muraux composés d'une feuille de plomb contrecollée sur du papier à peindre, le plomb laminé servant à l'étanchéité de balcons.

Bien que pouvant être relativement épais, les enduits sont aussi à considérer comme des revêtements susceptibles de contenir du plomb.

D'autres revêtements ne sont pas susceptibles de contenir du plomb : toile de verre, moquette, tissus, crépi, papier peint, ainsi que les peintures et enduits manifestement récents, mais ils peuvent masquer un autre revêtement contenant du plomb et sont donc à analyser.

Les PVC et les glaçages de faïences et de carrelages peuvent contenir du plomb. Cependant, au regard du faible potentiel d'émission de poussières de plomb de ces matériaux, compte-tenu de la nature des travaux généralement effectuée, leur recherche n'a pas été incluse dans le domaine d'application de la norme NF X 46 035 relative à la recherche de plomb avant travaux dans les revêtements, matériaux et produits de construction.

Sauf demande du donneur d'ordre, il n'est pas réalisé de mesures sur ces matériaux.

4. IDENTIFICATION DES UNITES DE REPERAGE ET SUBSTRAT

Dans chaque local, toutes les surfaces susceptibles d'avoir un revêtement contenant du plomb sont analysées ou incluses dans une unité de repérage à analyser.

Cela comprend aussi les surfaces recouvertes d'un matériau mince non susceptible de contenir du plomb (papier peint, toile de verre, moquette murale, etc.), car un matériau contenant du plomb peut exister en dessous. L'auteur du constat identifie le substrat de l'unité de repérage par examen visuel et en fonction des caractéristiques physiques du matériau, et le revêtement apparent de l'unité de repérage.

Par substrat, on entend un matériau sur lequel un revêtement est appliqué (plâtre, bois, brique, métal, etc.).

Une unité de repérage définit soit :

- Un ou plusieurs éléments de construction, finition ou décoration, ayant a priori un même substrat, un même revêtement et un même historique en matière de construction et de revêtement ;
- Un matériau ayant a priori un même historique en matière de construction (exemple : solin en plomb)

Une unité de repérage peut être constituée d'un ensemble d'éléments situés dans des locaux et niveaux différents.

Une unité de repérage se définit a minima avec les critères suivants : le niveau, le local, la zone, le produit ou matériau, le substrat, le revêtement.

Peuvent constituer une seule et même unité de repérage :

- > l'ensemble des plinthes d'un même local ;
- > l'ensemble des boiseries, décorations d'un même local ;
- > une porte et son huisserie dans un même local ;
- > une fenêtre et son huisserie dans un même local ;
- > l'ensemble des modénatures d'une façade.

Constituent des unités de repérage distinctes :

- > les différents murs d'une même pièce ;
- > des éléments de construction de substrats différents (tels qu'un pan de bois et le reste de la paroi murale à laquelle il appartient) ;
- > les côtés extérieur et intérieur d'une porte ou d'une fenêtre ;
- > des éléments situés dans des locaux différents, même contigus (tels que les 2 faces d'une porte, d'une fenêtre, d'une cloison mobile... car elles ont pu être peintes par des peintures différentes) ;
- > une allège ou une embrasure et la paroi murale à laquelle elle appartient.

Si des habitudes locales de construction ou de mise en peinture sont connues, l'auteur du constat en tient compte pour une définition plus précise des unités de repérage.

Dans une partie de cage d'escalier, sont aussi considérés comme unités de repérage distinctes :

- > l'ensemble des marches ;
- > l'ensemble des contremarches ;
- > l'ensemble des balustres ;
- > le limon ;
- > la crémaillère ;
- > la main courante ;
- > le plafond.

IV. INFORMATIONS CONCERNANT LE SPECTROMETRE

Nom du fabricant de l'appareil	FONDIS	
Modèle de l'appareil	FENX	
N° de série de l'appareil	2-0802	
Nature du radionucléide	Cd109	
Date du dernier chargement de la source	16/02/2021 00:00:00	Activité à cette date et durée de vie : 850 Mbq
Autorisation ASN (DGSNR) Remplacé par Déclaration au 1 ^{er} Janvier 2019	N° T780775	Date de déclaration 17/04/2020 00:00:00
	Date de fin de validité de l'autorisation Déclaration ASN	
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)	DELATTRE Olivier	
Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR)	Florian LAGARRIGUE	

Étalon :

Vérification de la justesse de l'appareil	n° de mesure	Date de la vérification	Concentration (mg/cm ²)
Etalonnage entrée	1	29/02/2024	1 (+/- 0,1)
Etalonnage sortie	38	29/02/2024	1 (+/- 0,1)

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon.

En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

Ces vérifications sont effectuées selon les modalités définies par le fabricant de l'appareil.

V. DEROULEMENT DE LA MISSION

1. PRESTATIONS REALISEES :

- ☒ Entretien préalable et recueil des informations relatives à l'immeuble.
- ☒ Visite de l'immeuble pour inspection visuelle des revêtements, matériaux, produits susceptibles de contenir du plomb concernés. Cette étape est suivie d'investigations approfondies et de sondages selon nécessité.
- ☒ Mesures, avec un appareil à fluorescence X, de la concentration en plomb des revêtements, matériaux, produits repérés.
- ☐ Prélèvement d'échantillons de matière et analyse des échantillons par un laboratoire accrédité sous-traitant de SOCOTEC
Laboratoire(s) d'analyse : Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse
- ☒ Enregistrement des données sur les revêtements, produits et matériaux repérés.
- ☒ Rédaction du présent rapport, des annexes, croquis.

2. PERSONNES PRESENTES LORS DE LA VISITE :

Accompagnateur : Monsieur Maxime ALLOUCHERY (Chargé d'Opérations)

3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA VISITE

Etat d'occupation des locaux lors de notre visite :

Locaux en exploitation

Autres informations sur le déroulement de la mission :

Néant

4. DOCUMENTS COMMUNIQUE A SOCOTEC DANS LE CADRE DE LA PRESENTE MISSION

Documents remis
Plans des locaux

5. PLANS DES PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES PAR LA MISSION

Les plans/schémas des parties d'immeubles concernées par la mission sont les suivants :

Etage	Intitulé du plan
Rez de chaussée	Repérage du PLOMB avant réalisation de travaux

VI. RESULTATS DETAILLES

Analyses par fluorescence X :

Unité de Repérage avec une teneur en PLOMB > 1 mg/cm²

Rez de chaussée / Accès Cour Nord

N°	Unité repérage	Zone	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Teneur en plomb (mg/cm²)	Incertitude de la mesure (+/-, en mg/cm²)	Observations
2	Portail Battant Droit Intérieur	A	Métal	Peinture	Battant intérieur Droit (mesure 1)	4,84	+/- 1,15	
3	Portail Battant Gauche Intérieur	A	Métal	Peinture	Battant intérieur Gauche (mesure 1)	5,68	+/- 0,98	
4	Portail Battant Droit extérieur	A	Métal	Peinture	Battant extérieur Droit (mesure 1)	3,91	+/- 0,30	
5	Portail Battant Gauche extérieur	A	Métal	Peinture	Battant extérieur Gauche (mesure 1)	5,73	+/- 1,24	
6	Portail Dormant Droit	A	Métal	Peinture	Dormant Droit (mesure 1)	4,65	+/- 1,10	
7	Portail Dormant Gauche	A	Métal	Peinture	Dormant Gauche (mesure 1)	4,48	+/- 1,05	
Nombre d'unités de repérages : 6								

Rez de chaussée / Accès Hall entrée

N°	Unité repérage	Zone	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Teneur en plomb (mg/cm²)	Incertitude de la mesure (+/-, en mg/cm²)	Observations
8	Mur	B	Pierre	Peinture	Mur (mesure 1)	0.05	+/- 0.05	
9					Mur (mesure 2)	0.07	+/- 0.05	
10	Tableau de porte	B	Pierre	Peinture	Tableau de porte (mesure 1)	0.05	+/- 0.05	
11					Tableau de porte (mesure 2)	0.05	+/- 0.05	
12	Mur	D	Pierre	Peinture	Mur (mesure 1)	0.05	+/- 0.05	
13					Mur (mesure 2)	0.05	+/- 0.05	
14	Tableau de porte	D	Pierre	Peinture	Tableau de porte (mesure 1)	0.06	+/- 0.05	
15					Tableau de porte (mesure 2)	0.05	+/- 0.05	
16	Linteau de porte	A	Plâtre	Peinture	Linteau de porte (mesure 1)	0.05	+/- 0.05	
17					Linteau de porte (mesure 2)	0.05	+/- 0.05	
18	Porte Battant intérieur Droit	A	Bois	Vernis	Porte Battant intérieur Droit (mesure 1)	0.05	+/- 0.05	
19					Porte Battant intérieur Droit (mesure 2)	0.05	+/- 0.05	
20	Porte Battant intérieur Gauche	A	Bois	Vernis	Porte Battant intérieur Gauche (mesure 1)	0.05	+/- 0.05	
21					Porte Battant intérieur Gauche (mesure 2)	0.05	+/- 0.05	
22	Porte Battant extérieur Droit	A	Bois	Vernis	Porte Battant extérieur Droit (mesure 1)	0.05	+/- 0.05	
23					Porte Battant extérieur Droit (mesure 2)	0.05	+/- 0.05	
24	Porte Battant extérieur Gauche	A	Bois	Vernis	Porte Battant extérieur Gauche (mesure 1)	0.05	+/- 0.05	
25					Porte Battant extérieur Gauche (mesure 2)	0.05	+/- 0.05	
26	Dormant de porte intérieur Droit	A	Bois	Vernis	Dormant de porte intérieur Droit (mesure 1)	0.05	+/- 0.05	
27					Dormant de porte intérieur Droit (mesure 2)	0.05	+/- 0.05	
28	Dormant de porte intérieur Gauche	A	Bois	Vernis	Dormant de porte intérieur Gauche (mesure 1)	0.05	+/- 0.05	
29					Dormant de porte intérieur Gauche (mesure 2)	0.05	+/- 0.05	

N°	Unité repérage	Zone	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Teneur en plomb (mg/cm²)	Incertitude de la mesure (+/-, en mg/cm²)	Observations
30	Dormant de porte extérieur Droit	A	Bois	Vernis	Dormant de porte extérieur Droit (mesure 1)	0.05	+/- 0.05	
31					Dormant de porte extérieur Droit (mesure 2)	0.05	+/- 0.05	
32	Dormant de porte extérieur Gauche	A	Bois	Vernis	Dormant de porte extérieur Gauche (mesure 1)	0.05	+/- 0.05	
33					Dormant de porte extérieur Gauche (mesure 2)	0.05	+/- 0.05	
34	Gond battant de porte	A	Métal	Métal	Gond (mesure 1)	0.05	+/- 0.05	
35					Gond (mesure 2)	0.05	+/- 0.05	
-	Sol		Marbre	Marbre	Non mesuré			
-	Plinthes		Marbre	Marbre	Non mesurées			
Nombre d'unités de repérages : 16								

Rez de chaussée / Bureau R08

N°	Unité repérage	Zone	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Teneur en plomb (mg/cm²)	Incertitude de la mesure (+/-, en mg/cm²)	Observations
36	Mur	D	Pierre	Peinture et toile de verre	Mur (mesure 1)	0.05	+/- 0.05	
37					Mur (mesure 2)	0.06	+/- 0.05	
Nombre d'unités de repérages : 1								

Analyses chimiques en laboratoire :

N°	Unité repérage	Zone	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Teneur en plomb (mg/g)	Incertitude de la mesure (+/-, en mg/cm²)	Observations
Néant								

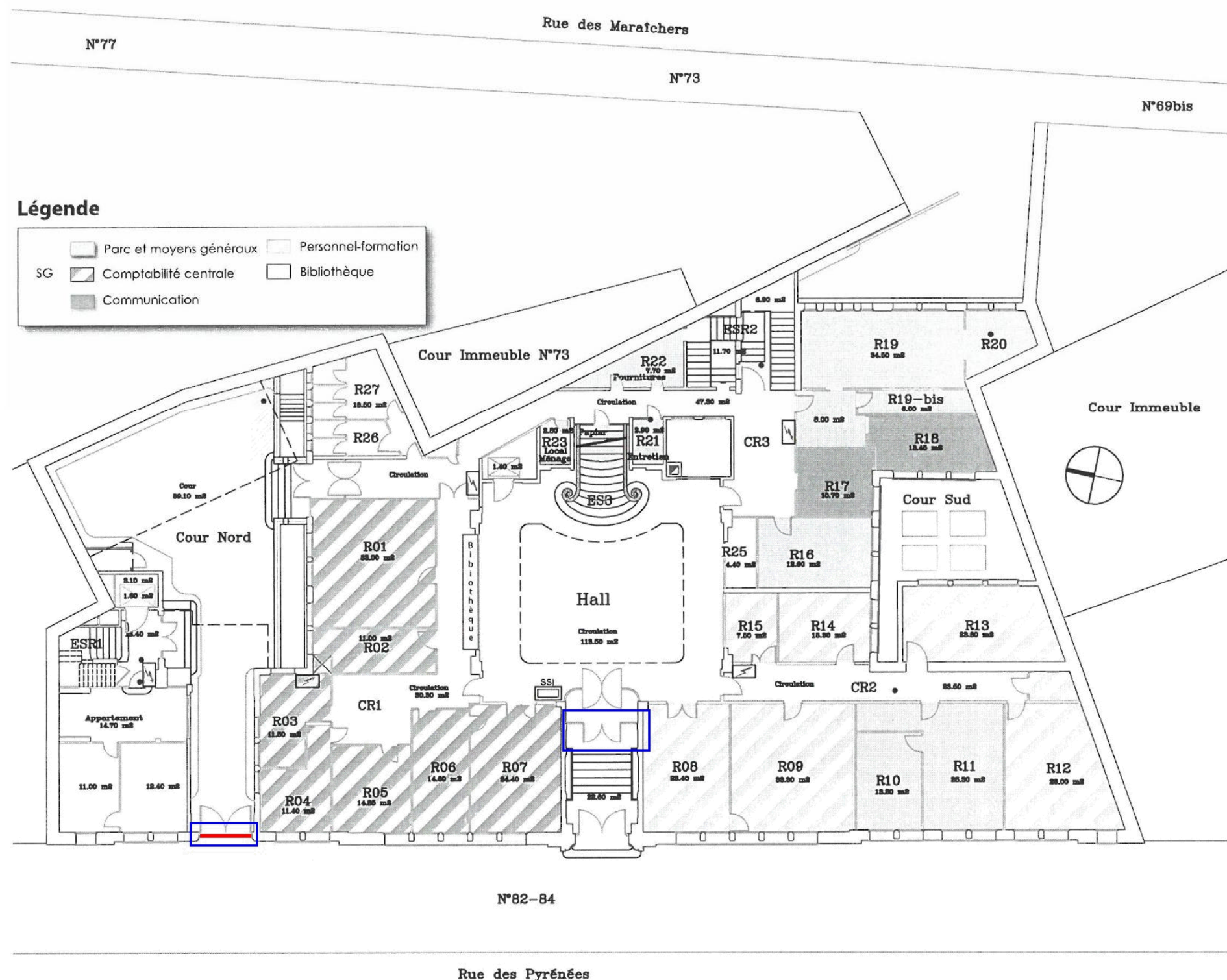
Aucune analyse chimique n'a été réalisée en laboratoire.

Commentaires relatifs aux mesures incohérentes (le cas échéant) : /

ANNEXE 1 - REPERAGE DES LOCAUX

82-84 rue des Pyrénées 75020 PARIS

Rez de chaussée



SOCOTEC DIAGNOSTIC
Agence de VILLEPINTE
22, Avenue des Nations
Bâtiment LE ROSTAND
93420 VILLEPINTE

REPERAGE DU PLOMB AVANT REALISATION DE TRAVAUX

Locaux contrôlés

Localisation des Unités de Repérages
avec une teneur en PLOMB > 1 mg/cm²
 Portail métallique (battants et dormant)

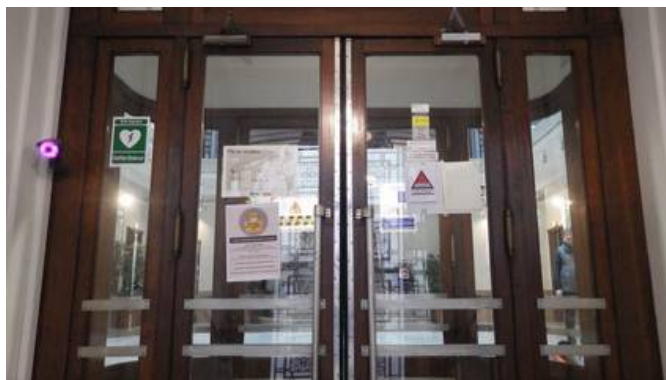


Client : SNIA DGAC		
N°Affaire : 2402CIDVI-2402153-2		
N°Rapport : CIDVI/24/019		
Adresse 82-84 rue des Pyrénées 75020 PARIS		
Auteur : L. BAUDRY	Indice de révision : 0	
Date : 01 / 03 / 2024	Niveau Rdc	Plan : 1/1

ANNEXE 2 - REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE



Rez de chaussée / **Portail métal** accès Cour Nord
(84 rue des Pyrénées)



Rez de chaussée / 1^{er} bloc porte accès Hall d'entrée
Battants et dormant en bois vernis, renforts et gonds métal brut



Rez de chaussée / 1^{er} bloc porte accès Hall d'entrée
Linteau de porte plâtré et peinture



Rez de chaussée / 1^{er} bloc porte accès Hall d'entrée
Mur Droit et tableau de porte Droit : peinture et enduit sur pierre



Rez de chaussée / 1^{er} bloc porte accès Hall d'entrée
Mur Gauche et tableau de porte Gauche : peinture et enduit sur pierre



Rez de chaussée / Bureau R08
Mur Droit : Peinture, toile de verre et enduit sur pierre

ANNEXE 3 - PV ANALYSES

Néant

ANNEXE 4 - ATTESTATION D'ASSURANCE

Votre intermédiaire
MARSH SAS
Département Construction
Tour Ariane
5, Place des Pyramides
La Défense 9
92088 Paris La Défense Cedex

☎ **01 41 34 50 00**

📠 **01 41 34 55 00**

N°ORIAS **07 001 037**
Site ORIAS www.orias.fr

Votre contrat

Construction : Responsabilité
civile professionnelle et
exploitation

Vos références

Contrat : **37503519275087**
Client : **0010834120**



Assurance et Banque

SOCOTEC DIAGNOSTIC
21 Route d'Albert
62450 AVESNES LES BAPAUME

ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance AXA France IARD atteste que :

SOCOTEC DIAGNOSTIC
21 Route d'Albert
62450 AVESNES LES BAPAUME
N°SIREN : 479 076 838 00032

Est bénéficiaire des garanties du contrat d'assurance n° 37503519275087 pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ce contrat garanti l'ensemble de ses responsabilités civile professionnelle et exploitation encourues du fait des missions qui lui sont confiées.

Ce contrat garantit, à hauteur de 1.500.000 € par sinistre, notamment :

Les missions relatives à l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériau contenant de l'amiante, prévus soit à l'article L.1334-12-1 du code de la santé publique et définie aux articles R.1334-20 à 25 du code de la santé publique, soit aux articles R.4412-97 à R.4412-97-6 du code du travail ainsi que toutes missions de vérification technique et d'assistance technique liées à l'amiante.

Les missions relatives à l'établissement du diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L.134-1 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions relatives à l'établissement de l'état des installations intérieures de gaz prévu à l'article L.134-6 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions relatives à l'établissement de l'état des installations électriques prévu à l'article L.134-7 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions relatives à l'établissement de l'état relatif à la présence de termites dans les bâtiments prévu à l'article L.133-6 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions de diagnostic ou de vérification relatives à la présence de plomb dans les bâtiments ainsi que les missions relatives à l'établissement du constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L.1334-5 et L.1334-6 du code de la santé publique.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Nanterre le 27/11/2023

POUR LA SOCIETE :

Guillaume BORIE
Directeur Général Délégué d'AXA France



AXA France IARD - SA au capital de 214 799 030 € - 722 057 460 RCS Nanterre. TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460. AXA France Vie - SA au capital de 487 725 073,50 € - 310 499 959 RCS Nanterre. AXA Assurances IARD Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle contre l'incendie, les accidents et risques divers. Siren 775 699 309. TVA intracommunautaire n° FR 39 775 699 309. AXA Assurances Vie Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle sur la vie et de capitalisation - Siren 353 457 245 - Sièges sociaux : 313, Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex. Juridica - SA au capital de 14 627 854,68 € - 572 079 150 RCS Versailles - Siège social : 1, place Victorien Sardou 78160 Marly-le-Roi. AXA Assistance France Assurances - SA au capital de 31 275 660 6451 392 724 RCS Nanterre - Siège social : 6, rue André Gide 92320 Châillon TVA intracommunautaire n° FR 81 451 392 724. Entreprises régies par le Code des assurances.

ANNEXE 5 - ATTESTATION DU FABRICANT DE L'ANALYSEUR XRF



Groupe
PHYSITEK Devices

Fabrication, Distribution
Assistance technique
Maintenance d'équipements
scientifiques

Usage maximal des sources Cd-109 dans les analyseurs de fluorescence X portables Fondis Electronic de type FEnX

A qui de droit,

Considérant les performances des analyseurs de fluorescence X portables Fondis Electronic pourvus d'une source isotopique Cadmium 109 conçus pour l'analyse du plomb dans la peinture nous actons les points suivants :

Basée sur la période radioactive du Cd-109 établie par la physique à 462,6 jours, l'utilisation maximale d'une source Cd-109 est **55 MBq**. Cette valeur correspond à l'activité résiduelle minimale nécessaire pour obtenir des ratios signal/bruit statistiquement et une durée d'analyse acceptables.

- Pour un analyseur avec une source Cd-109 d'une activité initiale de **850 MBq** cette valeur limite est atteinte après **60 mois**.
- Pour un analyseur avec une source Cd-109 d'une activité initiale de **370 MBq** cette valeur limite est atteinte après **36 mois**.

Ces durées limites sont indépendantes de l'utilisation réelle de l'analyseur. L'horloge de décroissance de la source démarre dès l'assemblage de celle-ci. Avec la décroissance de la source le temps d'analyse effectif nécessaire pour acquérir des données analytiques pertinentes augmente au moins proportionnellement. Vers la fin de vie de la source le rapport signal sur bruit décroît même plus vite car le bruit électronique devient prédominant. Avec une activité inférieure à 55 MBq les temps d'analyse nécessaires augmentent dans des proportions telles qu'ils rendent l'instrument impropre à son utilisation. Aux très basses activités d'autres sources d'erreur diminuent la précision et la justesse des résultats.

Cette durée maximale d'utilisation avant un remplacement nécessaire de la source est simplement basée sur des lois et des constantes physiques. Au-delà de ces durées les appareils deviennent pratiquement inutilisables en seulement quelques semaines. Les intervalles maximaux de remplacement de source devraient par conséquent être programmés de façon à ne pas excéder ces durées afin que le cycle d'utilisation soit optimal avec de bonnes performances de l'analyseur.

Nom de la société : SOCOTEC DIAGNOSTIC (Strasbourg)

Modèle de l'analyseur :	FEnX
Numéro de série analyseur :	2-0589
Numéro de série de la source :	RTV-0649-23
Activité de la source (MBq) :	850
Date d'origine de la source :	25/12/2019
Date de fin de validité de la source :	25/12/2024



Fondis Electronic
26, avenue Duguay Trouin,
entrée D - CS 60507
78961 Voisins-le-Bretonneux Cedex

Tél. : +33 (0)1 34 52 10 30
Fax : +33 (0)1 30 57 33 25
E-mail : info@fondiselectronic.com
Site : <https://www.physitek.fr>



SAS au capital de 2 500 000 € - Siret 428 583 637 00031 - APE 4652Z - N° TVA : FR 15 428 583 637 - Lieu de juridiction : Versailles.

ANNEXE 6 - NOTICE D'INFORMATION

1. LES EFFETS DU PLOMB SUR LA SANTE

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs, baisse de la fertilité) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, avortement etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant (perturbation du développement du cerveau). Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

2. COMMENT SE CONTAMINE-T-ON ?

Les opérateurs se contaminent en respirant ou en avalant les particules de plomb contenues dans les fumées ou poussières :

Sur les chantiers :

- > en travaillant sans protection,
- > en fumant ou s'alimentant avec les mains sales,
- > en se rongant les ongles,
- > en mâchant de la gomme ou autres.

Hors lieux de travail

Les particules déposées sur les cheveux, la barbe, la peau, les vêtements peuvent être importées dans les véhicules et au domicile des intervenants qui peuvent continuer à se contaminer et contaminer leurs proches.

3. QUE FAIRE EN CAS DE RISQUE POTENTIEL SUR UN CHANTIER ?

Identifier la présence de plomb (obligation d'évaluer les risques)

- > Exploiter le diagnostic plomb avant travaux pour construire le projet de rénovation/réhabilitation et démolition
- > Remettre le diagnostic plomb avant travaux aux entreprises intervenantes

Choisir un mode opératoire le moins polluant

En concertation avec les différents acteurs et les entreprises :

Choisir la technique d'intervention la moins polluante (Exemples : éviter le sablage/grenailage, préférer le recouvrement au retrait des peintures par décapage mécanique ou chimique, utiliser des outils manuels peu émissifs)

Définir les mesures de prévention et d'hygiène adaptées (obligation de sécurité)

- > Prévenir le médecin du travail pour la mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée
- > Prévoir les installations d'hygiène en adéquation avec la configuration du chantier
- > Choisir, fournir et entretenir les équipements de protection collective et individuelle adaptés y compris les vêtements de travail et combinaisons jetables,
- > Prévoir les installations d'hygiène (vestiaires – douches – sanitaires – restauration),
- > Prévoir un nettoyage régulier du véhicule (point d'eau, jerrican, sol, volant, sièges, étagère, outils,...) en informant l'intervenant de la présence de plomb,
- > Prévoir les mesures d'évacuation et d'élimination des déchets,
- > Informer et former l'encadrement et les salariés sur les risques, moyens de protection et mesures d'hygiène, notamment :
 - interdire de boire, fumer, mâcher de la gomme ou manger sur le chantier,
 - rendre obligatoire le lavage des mains et du visage à chaque pause et la douche en fin de journée,
 - interdire la prise de repas en vêtements de travail, sauf si ceux-ci ont été protégés par une combinaison jetable,
 - ne pas ramener de vêtements de travail souillés à son domicile, d'où l'intérêt de porter une combinaison jetable.

Contacter votre médecin du travail et les organismes de prévention pour :

- > des conseils dans le choix des protections,
- > une aide à l'information et à la formation,
- > une mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée (service de santé au travail).

CARSAT du Centre

www.carsat-centre.fr

Tél 02 38 81 50 00

prev@carsat-centre.fr



OPPBTP Centre

www.preventionbtp.fr

Tél 02 38 83 60 21

orleans@oppbtp.fr



RSI région Centre

<http://www.rsi.fr/centre>

Tél 08 20 20 96 26



Les coordonnées des services de santé au travail sont disponibles sur le site de la DIRECCTE Centre :

www.centre.direccte.gouv.fr/les-services-de-sante-au-travail-en-region-centre

Si vous envisagez de réaliser des travaux sur des revêtements contenant du plomb et/ou des matériaux en plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Des documents vous informent :

- > le rapport de repérage plomb avant travaux vous permet de localiser précisément ces revêtements et matériaux : lisez-le attentivement ! (seul ou en complément du Constat du Risque d'Exposition au Plomb)
- > la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb des travailleurs amenés à réaliser ces travaux.
- > Les guides de prévention :
 - Guides OPPBTP « Peintures au plomb - Aide au choix d'une solution technique de traitement pour les professionnels du bâtiment » (téléchargeable sur www.preventionbtp.fr)
 - Guide INRS « Interventions sur les peintures contenant du plomb », ED 6374 (téléchargeable sur www.inrs.fr)

8.3 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: PARIS
RUE :82 rue des Pyrénées

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 01.45.23.81.88 .